

CENTRAIDER

coopération internationale et solidarité

DOSSIER

RÉSILIENCE !

YACOUBA SAWADO

« L'homme qui arrêta le désert »

INFOGRAPHIE

Construire un projet de
coopération internationale
résilient et dynamique

TÉMOIGNAGES

en Centre Val de Loire



48

mai 2021

SOMMAIRE



Résilience !

Dossier

P.6



« L'homme qui
arrête le désert »

Portrait

P.8



Villes et
communautés
durables

Infographie

P.18



TÉMOIGNAGES
en Centre-Val de Loire

P.26

REVUE DU RÉSEAU N°48 - RÉSILIENCE !

Comité de rédaction Centraider, Lianes Coopération, Gescod, Pays de la Loire Coopération Internationale, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Yvelines Coopération internationale et développement • **Contributeurs nationaux** Hervé Berville, Apolline Cox, Franck Fortuné, Pascal Handschumacher, Émilie Maehara • **Contributeurs régionaux** Elisabeth Aliaga, Judith Cartier, Catherine Leclercq, Colline Philippe, Marie-Thérèse Fremery, Alain Payen, Région Centre-Val de Loire, UDUMA, Ville d'Orléans • **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flick'r, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com • **Remerciements** Yacouba Sawadogo, pS-Eau, Région Centre-Val de Loire, UDUMA • **Elaboration de la revue** Equipes de Centraider, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Pays de la Loire Coopération Internationale, Lianes Coopération, Gescod, Yvelines Coopération internationale et développement • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau • **Visuel de couverture** unsplash.com • **Directeur de publication** Renaud Mettre • **Imprimeur** Imprimerie **ST** • **ISSN** : 2270-8377 • **Contact** Guillaume Guetreau, chargé de communication / guillaume.guetreau@centraider.org / contact@centraider.org • **CENTRAIDER** est une association loi 1901 soutenue par la Région Centre-Val de Loire et l'Etat français • www.centraider.org



D

epuis mars 2020, nous sommes confrontés à une crise sanitaire

ÉDITO

dont les effets à court, moyen et long terme nous imposent d'être en vigilance afin que la solidarité internationale et la coopération persistent et s'intensifient. Alors que la pandémie mondiale de la Covid-19 sévit, il faut justement accroître nos solidarités qu'elles soient locales ou globales. A ce titre, la Covid, nous montre que les frontières en matière sanitaire n'existent pas et c'est aussi le cas pour les questions de climat, de biodiversité, d'urbanisme, de discriminations, de recherche...

Report de projets, annulations d'actions ou réorientations des activités, l'ensemble de nos membres s'inquiètent et s'interrogent sur la période et son après. Des bénévoles parfois démobilisés, des mécènes qui, eux même en difficulté, soutiennent moins ou plus du tout, des finances mises à mal, l'inquiétude des gouvernances pour leurs salariés, c'est là le quotidien de beaucoup de nos membres qu'ils soient associatifs, acteurs économiques, établissements publics, OSIM...

Cette période a également radicalement changé nos manières de travailler : échanges à dis-



”

[...] cette période est l'occasion d'inventer et de réinventer [...]

tance, réunions en distanciel, formation en ligne, télétravail, le passage massif au tout numérique fait émerger des pratiques innovantes mais montre aussi ses limites, en particulier dans le rapport à l'autre et l'interconnaissance, dimension pourtant essentielle dans les champs de la solidarité et la coopération.

Malgré ces difficultés et ces nouvelles pratiques de collaboration imposées, cette période est l'occasion d'inventer et de réinventer, fait émerger des initiatives et des partenariats féconds que le contexte si particulier ont sans aucun doute accélérés. Ce numéro qui se veut résolument positif est axé sur le thème de la résilience. Cette notion est aujourd'hui entrée dans le vocabulaire courant sans en saisir toujours tous les contours. Pour autant, au fil de la lecture, la résilience permet de mettre en avant la capacité d'adaptation et de créativité dont les acteurs de la coopération et de la solidarité internationales font preuve aujourd'hui.

Renaud Mettre > Président de Centraider



L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CENTRAIDER 2021 EN VISIOCONFÉRENCE

L'assemblée générale de Centraider s'est tenue en visioconférence le 09 mars en visioconférence. Avec 57 participants dont 31 adhérents, elle a pu se tenir dans de bonnes conditions d'échanges et de participation. Cela traduit également la mobilisation des acteurs de la coopération et solidarité internationale malgré les difficultés rencontrées durant l'année 2020 et aussi la diversification de nos membres en 2021. Par exemple, le pôle économique DREAM Eaux et Milieux regroupant plus de 100 membres actifs spécialisés et nouvel adhérent de Centraider en 2021, a été représenté par son directeur, Monsieur Hervé Gaboriau.

Renaud Mettre, président de Centraider, est

revenu sur le rôle que doit jouer Centraider dans le contexte de crise sanitaire mondiale, en particulier pour appuyer et accompagner les acteurs en région, et porter la voix des organisations membres.

L'assemblée générale a fait la part belle au projet RECITAL « Renforcer l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale par une approche locale des ODD », projet phare du réseau Centraider en 2020 et 2021. En 2020, le projet a pu être mis en œuvre et le fonds territorial a permis de soutenir des actions particulièrement innovantes comme a pu en témoigner Nicolas Raveneau de la fondation des Apprentis d'Auteuil et leur projet « You'maan »

”

L'assemblée générale a fait la part belle au projet RECITAL, projet phare du réseau Centraider en 2020 et 2021.

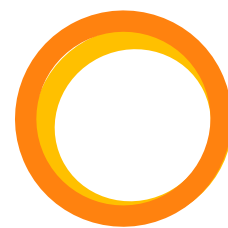
impliquant des élèves et des jeunes mineurs isolés accueillis au sein de leur établissement scolaire Notre-Dame du château des Vaux en Eure-et-Loir. L'assemblée générale est également revenue sur les difficultés de l'année 2020 en particulier en matière de mobilité internationale, que ce soit pour les jeunes ou pour les personnes impliquées dans des projets, ou encore pour la tenue des événements et animations permettant de promouvoir la solidarité internationale, notamment avec le FESTISOL ou le festival Alimenterre.

Le conseil d'administration a été renouvelé avec l'arrivée de la Ligue de l'enseignement Centre-Val de Loire au collège des associations et le départ de l'association ASIE représentée par Alain Payen. Centraider souhaite remercier l'implication forte et l'engagement d'Alain Payen au sein du Conseil d'administration. Si l'association ASIE n'est plus active au sein du conseil d'administration, les collaborations avec Centraider restent nombreuses dans les mois à venir.



Retrouvez la composition de l'ensemble du Conseil d'Administration page 43

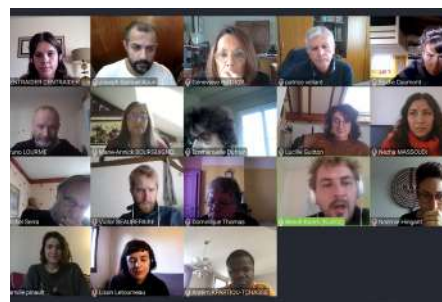
DES ATELIERS D'INFORMATION ET DE FORMATION QUI S'ADAPTENT AU CONTEXTE



Malgré le report de plusieurs ateliers, notamment ceux prévus sur le premier semestre 2020, Centraider s'est adapté pour proposer des modules de formation et séances d'information en ligne. Au total, entre le mois d'avril et de décembre, 5 séances d'information et 3 ateliers de formation ont été proposés à distance ainsi qu'une journée « Créathon des acteurs de l'ECSI » animée par Canopé.

Afin de proposer des modules de qualité, le format de certains ateliers a été revu. En effet, les ateliers de formation initialement prévus sur une journée complète ont été divisés en deux ou trois modules en ligne permettant ainsi aux participant-e-s de s'investir sur une courte durée (3h maximum). Ce format permet à chacun, intervenants et participants, de rester concentrés, le format numérique ne demandant pas la même capacité de concentration que lors d'un atelier en présentiel. Toujours afin de susciter l'intérêt des participants, les intervenants ont utilisé au maximum des méthodes et outils interactifs. Outils collaboratifs, temps d'échanges et de pratiques en sous-groupes, animations et jeux à distance, les intervenants ont fait preuve d'imagination pour que les ateliers soient dynamiques et participatifs. Lors de l'atelier de formation « sensibiliser les entreprises à la solidarité internationale et aux Objectifs de Développement Durable » animé par l'association KuriOz, les participants ont pu tester, à distance, et s'approprier le jeu RicheS qui sensibilise à la lutte contre la pauvreté.

Bien que parfois moins propices aux échanges informels et à l'interconnaissance, les ateliers se sont déroulés dans la bonne humeur



et ont permis de riches échanges et partages d'expériences. D'ailleurs, le format numérique a favorisé la rencontre d'acteurs basés à des endroits variés de la région et ne se connaissant pas nécessairement. En effet, les acteurs éloignés des lieux de formation ont pu participer plus facilement, évitant ainsi de longs déplacements. Ce format a également permis de toucher des structures qui ne connaissaient pas le réseau Centraider. D'autres nouvelles structures dont l'action principale n'est pas la solidarité internationale ont été touchées, notamment des acteurs du secteur de la jeunesse via un atelier d'information sur les dispositifs de financements des projets de mobilité internationale pour les jeunes.



Retrouvez l'ensemble des ateliers de formation proposés par Centraider sur centraider.org.

*Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

DOSSIER

RESILIENCE!



Photo : Leo Moko



Photo :
The Right
Livelihood
Foundation



PORTRAIT

YACOUBA SAWADOGO

« L'HOMME
QUI ARRÊTA
LE DÉSERT »

Au cours des années 1970, le « Sahel » - zone bioclimatique de transition entre le Sahara et la zone soudanaise - est devenu un terme géopolitique désignant un ensemble de pays africains dont l'un des dénominateurs communs est l'insécurité alimentaire.

La Grande Sécheresse

Avec une forte baisse des pluies annuelles, la période de « La Grande Sécheresse » - particulièrement marquée entre 1970 et 1990 - a bou-

leversé le système alimentaire, provoquant ainsi des mouvements de populations et des instabilités politiques. Ce nouveau climat, qui rend les récoltes plus aléatoires en raison de périodes sèches plus sévères et qui augmente la fréquence des inondations (soit localement, soit même à l'échelle de grands bassins), a des graves conséquences pour les populations sahéliennes et entraîne notamment des périodes de famine.

Dans ce contexte, Yacouba Sawadogo quitte Ouahigouya pour retourner au village de son enfance, Gourga, lui aussi touché par la famine à cause des terres devenues incultivables.

Après avoir passé de longs mois à étudier les sols, Yacouba Sawadogo décide de reprendre leurs cultures, armé de quelques savoirs. « Au début, quand je parlais de cette méthode aux gens, ils disaient que j'étais fou, que ça n'allait pas marcher. Mais j'avais un but et je ne les écoutais pas. Aujourd'hui, beaucoup m'aident dans cette tâche : je leur demande de planter les arbres et de s'en occuper régulièrement » aime déclarer le vieil homme quand on lui rappelle son audace sans cacher que cette période lui a « fait mal ».

Un travail de longue haleine

Motivé par l'arrivée de la saison des pluies, Yacouba Sawadogo décide de préparer la terre sur une parcelle pour qu'elle puisse absorber le plus d'eau possible. Dans la terre, aride et dure comme du béton, il y met du fumier ainsi que des détritiques. Sans le savoir, cette combinaison attire les termites qui creusent de minuscules galeries qui finiront par retenir l'eau des pluies. « L'eau qui reste là nourrit ainsi le sol » explique-t-il. Cette technique, c'est le zaï. Une technique permettant de restaurer le couvert végétal et de fertiliser les sols. Il construit également autour de ses cultures des cordons pierreux qui répartissent les eaux pluviales et permettent d'éviter l'érosion des sols et de conserver son humidité.

Dans ces trous, Yacouba Sawadogo y plante également des arbres. Les premiers résultats majeurs se voient au bout de trois années d'efforts. Baobabs, pruniers et acacias fleurissent tandis que les animaux repeuplent les 40 hectares. Les oiseaux en venant trouver refuge dans ces arbres nouveaux amènent d'autres graines qui participent aussi au reboisement. Petit à petit, le désert se transforme en forêt. Ce reboisement transforme le micro-climat, il arrête le vent érodant le sol et ramène de l'ombre. La nappe phréatique remonte grâce aux racines des végétaux qui empêchent l'eau de se perdre. Enfin, les récoltes deviennent plus importantes.

A travers cette technique dite « ancestrale », le site a même repris des activités sylvo-pastorales. Alors que son terrain a été brûlé à trois reprises par « des villageois jaloux » et qu'il a été longtemps sujet aux railleries de son village, agronomes et curieux affluent désormais pour voir de leurs propres yeux l'œuvre du « grand sage », devenu une célébrité dans son pays. Il obtient également une reconnaissance au niveau international avec le « Right Livelihood Award », plus connu sous le nom de « Prix Nobel alternatif », dont il est lauréat.

Un héritage à préserver

Le septuagénaire compte désormais transmettre ses savoirs à de nouvelles générations. En quatre ans, il a déjà formé plus de 400 paysans au zaï, d'après ses estimations. « La forêt est une grande école » insiste celui que l'on surnomme « l'homme qui a arrêté le désert », depuis la sortie d'un film documentaire lui étant consacré (The Man Who Stopped the Desert, Mark Dodd, 2010). En effet, Yacouba Sawadogo ne considère pas toute cette forêt comme acquise et pérenne. Le changement climatique que nous traversons provoque, particulièrement au Sahel, des événements climatiques désastreux. « La sécheresse avance à grand pas » s'alarme-t-il. Plus de 300 000 hectares de terres seraient

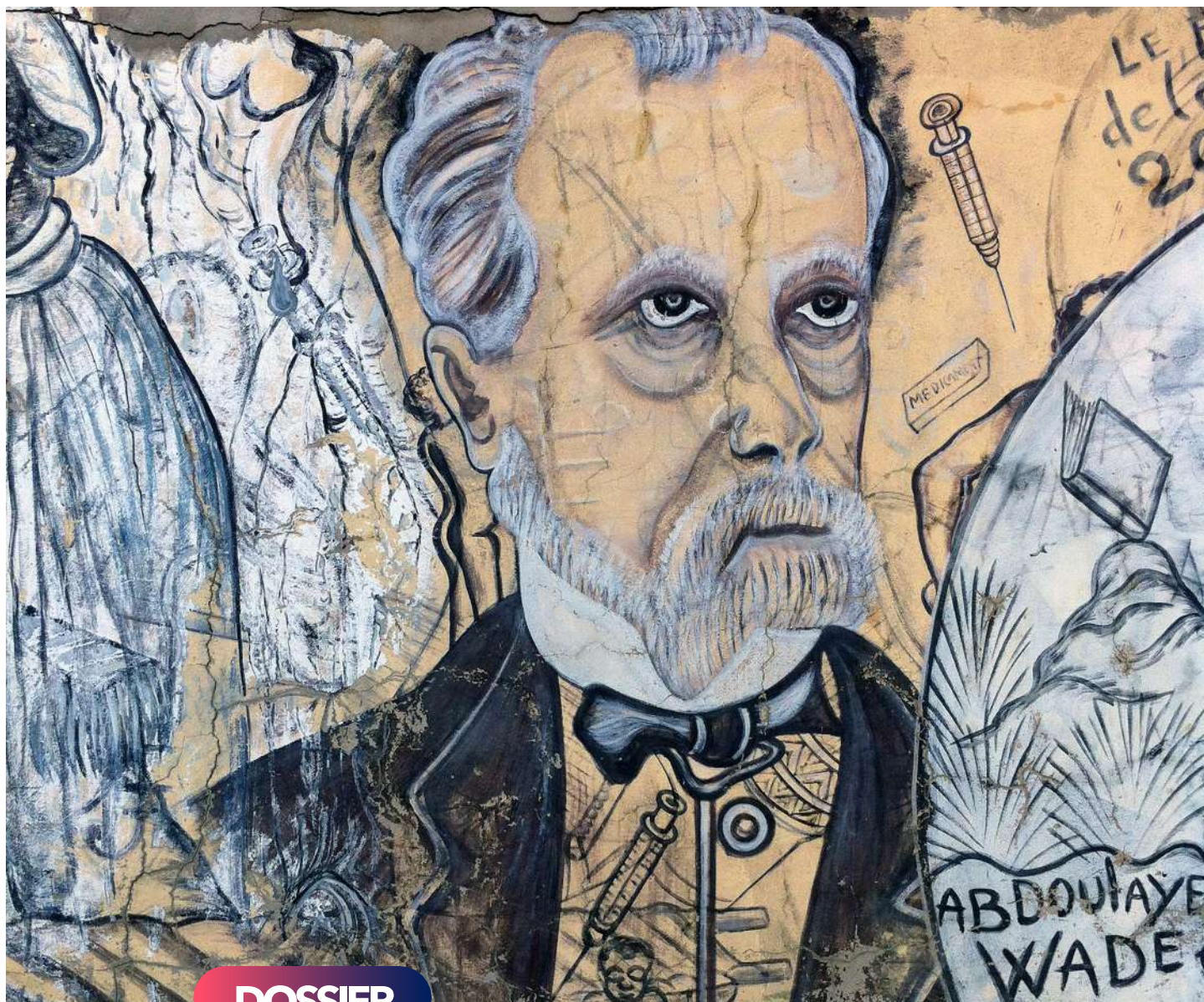
”

Le septuagénaire compte désormais transmettre ses savoirs à de nouvelles générations.

perdus chaque année en moyenne du fait de la désertification au Burkina Faso, un pays où près de 80 % de la population dépend de l'agriculture selon les chiffres de la Direction générale des eaux et forêts burkinabè.

Ouahigouya, la ville voisine en pleine expansion, menace également sa forêt. En 2012, de nouveaux lotissements se sont implantés sur une partie de ses cultures. Pour autant rien n'est perdu puisqu'après plusieurs mois d'attente Joseph Youma, le Secrétaire général par intérim du Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique, a procédé en janvier 2021 à la pose de la première pierre de la clôture de sécurisation du site abritant la forêt de Yacouba Sawadogo.

La transmission du savoir comme clef de voûte de son travail, Yacouba Sawadogo l'a bien compris. « Mon projet est pour les générations futures. Je ne veux pas manger aujourd'hui et laisser mes prochains sans nourriture demain. Je travaille pour semer les graines de la richesse, non seulement pour le Burkina Faso mais pour de nombreux autres pays » soutient le vieil homme. Yacouba Sawadogo ouvre également volontiers les portes de sa sylvie, baptisée « Bangré Raaga » (« temple du savoir » en moré), aux visiteurs.



DOSSIER

Photo :
Graffiti SET-SETAL
(auteur : Pape
Mamadou Samb dit
« Papisto Boy »,
décédé en 2014)
photographié dans
une rue du quartier
Hann-Pêcheurs à
Dakar (Sénégal).
Crédit photo : P.
Handschumacher.

RÉSILIENCE ET SANTÉ DANS LES SUDS, UN FONCTIONNEMENT COMPLEXE !

Pascal Handschumacher

> Institut de Recherche pour le
développement

Pascal Handschumacher, Chercheur à l'IRD,
Géographe de la santé, UMR SESSTIM – IRD
– Université de Marseille – INSERM

Bien avant le SIDA et la COVID-19, l'histoire de l'humanité est remplie de crises sanitaires qui ont sollicité les capacités des sociétés à se relever. Pour ne parler que des pathologies infectieuses, la peste, le choléra, la tuberculose, la variole, et les gripes sont particulièrement restées dans la mémoire collective. Outre les évolutions de la sphère biologique (évolution, adaptation, immunité...), les crises ont pu se régler par l'inventivité des sociétés, leur capacité à vivre en diminuant

l'expression du risque voire en réadaptant leur niveau d'acceptation de celui-ci. En cela, ces crises sanitaires sont autant l'expression de processus biologiques que des révélateurs du fonctionnement social, économique, politique de communautés, ainsi que de leur système de valeur et de représentation qui conditionne l'acceptation d'un certain prix à payer.

Par ailleurs, au-delà de crises sanitaires rapides et brutales, des agents infectieux circulent de manière endémique mais d'expression variable selon la spécificité des lieux, des territoires et des modes de vie des sociétés.

Crise, vulnérabilité, risque et résilience apparaissent comme autant de versants qui éclairent tour à tour le fonctionnement des sociétés humaines face à des événements qui les déstabilisent, sortant alors la maladie du champ purement médical pour en faire un révélateur autant de nos fragilités collectives que de notre capacité à évoluer.

A l'origine, la résilience n'est ni un concept géographique, ni un concept de santé publique. Pourtant, lorsque le concept de système pathogène s'est développé à la fin du XX^{ème} siècle pour décrire les articulations complexes qui président à l'inégale distribution de maladies (Picheral, 1983)², voire de niveaux de santé au sein de sociétés inscrites dans des territoires spécifiques, le concept de résilience, sans être explicitement cité comme tel, est devenu intrinsèque de sa compréhension. Si l'on considère que le système pathogène résulte d'une articulation complexe entre faits de santé médicaux et non médicaux (Salem, 1998)³, toute modification d'un des termes du système va le déstabiliser jusqu'à l'obtention d'un nouveau point d'équilibre - potentiellement identique au point d'origine - sous peine de catastrophe (Godin, 2009)⁴.

Comment alors décrire, voire évaluer, cette capacité (la résilience) qui permet à de nombreuses sociétés de surmonter la déstabilisation induite par le risque sanitaire et rester debout, parfois en payant un prix important ?



Crise, vulnérabilité, risque, résilience, apparaissent comme autant de versants qui éclairent tour à tour le fonctionnement des sociétés humaines [...]

Berkes et Folke (1998)⁵, deux économistes cités par Dauphiné et al en 2007⁶, ont proposé de diviser la notion de résilience en deux dimensions : la première, la résilience réactive, s'appuie sur une réorganisation des éléments constitutifs du système et de leurs interactions. La seconde, la résilience proactive, repose sur l'apprentissage et les capacités des sociétés humaines à anticiper sur le futur.

Ces deux dimensions de la résilience ne sont pas toujours la résultante d'actions ciblées contre le risque mais s'exercent par le fonctionnement même des sociétés et peuvent se combiner. JP Hervouët (1992)⁷ a montré que l'onchocercose - maladie parasitaire cumulative transmises pouvant aboutir à la cécité et sévissant majoritairement en Afrique soudanienne - provoquait des conséquences cliniques moindres dans certaines communautés villageoises. De gros villages groupés, certes minoritaires, pratiquant l'agriculture communautaire combinée à l'élevage, bénéficiaient ainsi de leur mode d'occupation de l'espace et de ces pratiques agro-pastorales pour résister à l'impact de cette maladie par dilution des piqûres. Au contraire, les petits villages à la structure lâche, à l'agriculture individualiste sans complément d'élevage génèrent une pression vectorielle plus forte sur les habitants, augmentant les charges parasitaires et le nombre d'aveugles. Il éclaire ainsi l'impact de pratiques de vie et non d'actions ciblées contre la maladie. Au final ce seront les stratégies de lutte antivectorielle généralisée grâce à l'appui de l'OMS et du FMI et l'innovation thérapeutique par l'application généra-

² Picheral H, 1983, Complexes et systèmes pathogènes : approches géographiques. In De l'épidémiologie à la géographie humaine (Doumenge J.P.,édit.), Bordeaux, CNRS-CEGET/ACCT, pp 5-22

³ Salem G, 1998, La santé dans la ville : géographie d'un petit espace dense : Pikine (Sénégal) Paris (FRA), Paris : Karthala, ORSTOM, 1998, 360 p.

⁴ Godin C., « Ouvertures à un concept : la catastrophe », Le Portique [En ligne], 22 | 2009, mis en ligne le 10 novembre 2010, consulté le 22 mars 2021.
URL: <http://journals.openedition.org/leportique/1993> ;
DOI : <https://doi.org/10.4000/leportique.1993>

⁵ Berkes F. et Folke C. (éd.) (1998), Linking Social and Ecological Systems. Management Practices and Social Mechanisms for Building Resilience, Cambridge, Cambridge University Press.

⁶ Dauphiné A., Provitolo D., 2007, La résilience : un concept pour la gestion des risques, Annales de géographie 2007/2 (n° 654), pages 115 à 125

⁷ Hervouët JP, 1992, Les bases du mythe du dépeuplement des vallées soudaniennes par l'onchocercose. In Blanc-Pamard Chantal (ed.). Dynamique des systèmes agraires : la santé en société : regards et remèdes, Paris : ORSTOM, p. 273-302

”

Mais la résilience qui s'appuie sur l'appel à des intervenants extérieurs grâce aux réseaux de relations tissés par les acteurs nationaux et/ou locaux, ne risque-t-elle pas de créer des situations de dépendance à travers ces relations entre partenaires inégaux ?

8 Handschumacher P., Talla I., Hébrard G., Hervé J.-P. [1998a], « D'une urgence en santé publique à une géographie de la santé à Richard-Toll », in J.-P. Hervé et J. Brengues (éd.), Aménagements hydro-agricoles et santé [Vallée du fleuve Sénégal], Paris, ORSTOM, p. 151-168.

9 Handschumacher P., Brutus L., Raveloarinkaja D., Andriantseho H., Sellin B. [1998b], « Des îles dans la Grande Île : isolement et risque sanitaire dans le moyen ouest malgache », in G. Mainet (éd.), Actes des 11^{es} Journées de géographie tropicale, Brest, 11-13 septembre, Ouest éditions, Presses académiques, p. 533-546

lisée de l'Ivermectine aux populations résidant dans les zones d'endémicité, qui portent un coup presque fatal à la maladie.

Mais la résilience qui s'appuie sur l'appel à des intervenants extérieurs, notamment par la coopération internationale, grâce aux réseaux de relations tissés par les acteurs nationaux et/ou locaux, ne risque-t-elle pas de créer des situations de dépendance à travers ces relations entre partenaires économiquement et technologiquement inégaux ? A l'image du programme de lutte contre l'onchocercose mais à une échelle locale, des scientifiques et des acteurs internationaux du développement sont intervenus dans la ville de Richard-Toll (Sénégal) pour aider à lutter contre l'épidémie de schistosomose intestinale qui a explosé dans cette ville vulnérable suite à la mise en service des barrages sur le fleuve Sénégal (1986 et 1988) et ce, en complète discordance avec son aire d'endémicité habituelle⁸.

La stabilisation de la situation est ainsi tributaire d'acteurs extérieurs à la sphère concernée par la situation de crise, complexifiant et fragilisant le fonctionnement du système social.

Cependant, la résilience doit-elle toujours s'exprimer face à des crises ? A

Madagascar, la population vit avec la peste depuis son introduction dans la Grande Île en 1898. Pourtant dans des espaces reculés des campagnes malgaches, des familles occultent encore aujourd'hui des décès liés à la peste. Cette pratique dessert évidemment la lutte contre cette maladie potentiellement mortelle⁹. Elle interdit le traitement des sujets contacts, la lutte contre les vecteurs de la maladie (certaines espèces de puces) et favorise ainsi la circulation du bacille. Cependant cette coutume s'explique par la crainte de ne pouvoir procéder aux funérailles selon les traditions en raison du risque de contagion. Dans ce cas, la résilience sociale est plus forte que la résilience sanitaire. Les enjeux se croisent et dictent des comportements qui semblent aller à l'encontre de l'intérêt sanitaire de la collectivité mais permettent d'assurer une forme de vie collective cohérente selon un système de représentation reconnu et accepté.

Si on se focalise aujourd'hui sur des mesures et des stratégies qui émanent du pouvoir au plus haut niveau des Etats face à la pandémie qui nous menace, les pratiques mises en œuvre n'émanent pas toujours des acteurs du sommet de la pyramide. Ainsi, lorsqu'en 1988 débute le mouvement SET-SETAL (littéralement

Photo :
Message
d'information sur
la prévention de
la schistosomose
(Richard-Toll,
Sénégal).
Crédit photo : P.
Handschumacher



Photo :
Femmes et jeunes
assainissant
l'espace public
contre une
rétribution en
nature (sac de
riz) à Mahajanga
(Madagascar).
Crédit photo : P.
Handschumacher



Propre-rendre propre), il s'agit pour les jeunes, réunis en association ou se reconnaissant dans leur quartier, de remédier aux défaillances de la municipalité de Dakar (Sénégal) et plus généralement de procéder à un nettoyage de leur espace de vie. Immondiées qui s'amoncellent, rigoles de drainage qui ne sont pas curées favorisent la dégradation du cadre de vie mais surtout la prolifération d'agents infectieux et de vecteurs de maladies¹⁰. En se mobilisant, ces jeunes participent directement de la réduction du risque sanitaire, le fonctionnement de la société permettant de pallier les carences des dépositaires du pouvoir de gestion de l'espace public. Pourtant cette action va bien au-delà du simple assainissement de l'espace public, celui-ci étant compris comme une métaphore des politiques. De la résilience sanitaire à la résilience politique, le pas est alors franchi, montrant les liens étroits entre santé et action publique.

Au-delà des actions thérapeutiques ou vaccinales qui sont une forme de résilience technologique, la plupart des sociétés montre que son fonctionne-

ment est capable d'absorber ces chocs en payant parfois un prix très lourd mais qui permet au final la survie de la collectivité dans un système renouvelé, ou non. N'est-ce pas cette situation que nous vivons aujourd'hui et qu'il conviendrait de décrypter dans toute la diversité des territoires concernés ?

”

En se mobilisant, ces jeunes participent directement de la réduction du risque sanitaire, le fonctionnement de la société permettant de pallier les carences des dépositaires du pouvoir de gestion de l'espace public.

¹⁰ Ba M., « Dakar, du mouvement Set Setal à Y'en a marre (1989-2012) », Itinéraires [En ligne], 2016-1 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2016.
URL : <http://journals.openedition.org/itineraires/3335> ;
DOI : <https://doi.org/10.4000/itineraires.3335>

Photo :
Edouard Tamba



DOSSIER

FINANCER LES VILLES, UN ENJEU MAJEUR POUR LA RÉSILIENCE POST-COVID ET LA RÉALISATION DES AGENDAS MONDIAUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Émilie Maehara

> Directrice des programmes au Fonds Mondial Pour le Développement des Villes

Le Fonds Mondial pour le Développement des Villes (FMDV) est une ONG qui permet aux collectivités locales émergentes et en développement d'accéder aux ressources financières extérieures nécessaires au financement de leurs projets de développement urbain.

Le rôle majeur des villes pour atteindre les Objectifs de Développement Durable et de l'Accord de Paris pour le climat est unanimement reconnu. Les villes sont en effet de puissants catalyseurs de développement et d'innovation pour répondre aux enjeux globaux à condition de disposer des financements adéquats. Pour limiter le réchauffement climatique à 2°C d'ici 2030, on estime que

90 000 milliards USD d'investissements dans les infrastructures urbaines sont requis. Or, moins de 10% des financements climat internationaux sont actuellement dédiés à des investissements locaux.

Le financement des villes est caractérisé par une défaillance systémique du marché. En dépit des nombreuses sources de financement déployées depuis l'adoption de ces agendas, les collectivités locales font toujours face à un accès insuffisant aux ressources car elles rencontrent des difficultés à remplir pleinement les conditions des acteurs financiers. Dans les contextes émergents, elles sont considérées comme insuffisamment solvables et leurs projets insuffisamment investissables (« bankable »), et souffrent de cadres institutionnels inadaptés.

C'est dans ce contexte que le Fonds Mondial pour le Développement des Villes (FMDV), réseau international de gouvernements locaux et régionaux, développe des solutions qui contribuent à structurer l'ensemble du cycle de financement du développement urbain sur le long terme.

Développer des stratégies et des programmes nationaux et locaux sur le financement des villes.

Ces solutions consistent à renforcer les capacités des collectivités locales à mobiliser et gérer leurs ressources propres, développer des stratégies d'investissement, diversifier leurs financements en mobilisant des fonds publics et privés natio-

naux et internationaux, développer des véhicules de financement ou encore préparer des projets.

Les gouvernements nationaux ont également un rôle majeur à jouer pour renforcer le cadre institutionnel, l'autonomie financière et les capacités des collectivités. Ils peuvent également développer des politiques et instruments qui facilitent leur accès aux financements externes par des dispositifs de garantie, rehaussement de crédit et d'atténuation du risque.

Le Programme pour le financement intégré du développement urbain (PIFUD) financé par la Commission européenne (5 M€) accompagne la métropole de Kampala en Ouganda dans sa stratégie de financement autour de trois axes :

- l'organisation de dialogues politiques nationaux multi-acteurs pour engager des réformes sur le financement local ;
- le renforcement des capacités des collectivités locales à travers des échanges d'expériences avec les villes de Paris et Johannesburg : gestion dématérialisée des revenus fiscaux locaux, captation de la plus-value foncière, développement des Partenariats Publics-Privés, préparation d'une émission obligataire verte ;
- le développement de « laboratoires urbains », actions pilotes d'investissement urbain : mobilité urbaine électrique, énergie renouvelable décentralisée dans les écoles.

Le Programme d'Expertise Financière Climat



Photo :
Random Institute

Les villes sont en effet de puissants catalyseurs de développement et d'innovation pour répondre aux enjeux globaux à condition de disposer des financements adéquats.

”

La création d'espaces de dialogue permet aux collectivités locales et à leurs partenaires (gouvernements nationaux, bailleurs de fonds, investisseurs, société civile) de créer une compréhension commune et d'engager des partenariats et des démarches innovantes pour accélérer le financement.

(PEFCLI) porté par le ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc déploie une cellule nationale d'expertise qui vise à accompagner les collectivités locales à formuler techniquement et financièrement leurs projets climat et à faciliter leur accès aux financements internationaux.

Développer les partenariats multi-acteurs et l'innovation pour accélérer le financement du développement urbain.

La création d'espaces de dialogue permet aux collectivités locales et à leurs partenaires (gouvernements nationaux, bailleurs de fonds, investisseurs, société civile) de créer une compréhension commune et d'engager des partenariats et des démarches innovantes pour accélérer le financement.

Le programme de coaching de projets sur le renforcement du financement de la transition urbaine accompagne 6 coopérations décentralisées en Afrique de l'Ouest à accéder aux financements. Le coaching vise à renforcer la maturité technique et financière des projets. Il est suivi d'une session de matchmaking permettant d'accompagner le dialogue entre les villes et les acteurs du financement (bailleurs de fonds, secteur privé).

Il est également essentiel de dévelop-

per des partenariats et instruments permettant d'attirer les investisseurs privés pour développer des solutions de financement mixtes (blended finance).

Les institutions de financement des collectivités locales ou Subnational development banks (SDBs) ont un rôle majeur à jouer pour l'intermédiation et la structuration du marché municipal. Le mandat de ces banques publiques centré sur les collectivités locales leur confère un rôle stratégique pour aider les collectivités à diversifier leurs sources de financement (bailleurs, marchés financiers) et appuyer la structuration de portefeuilles de projets.

Le FMDV a promu la création d'une Alliance globale des SDBs endossée par les Nations unies. Il est partenaire stratégique du Réseau des Institutions Africaines de Financement des Collectivités Locales (RIAFCO).

Le Fonds international d'investissement municipal (IMIF) vise à accompagner les collectivités locales du Sud à accéder aux marchés financiers. Créé par le Fonds d'Équipement des Nations unies (UNCDF), Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et le FMDV, il est articulé autour d'une composante d'assistance technique d'aide au montage de projets et d'une composante d'investissement gérée par Meridiam, groupe français reconnu pour ses engagements sur l'urbain et les collectivités locales.

Photo :
Kigali,
One Zone Studio



Photo :
Antoine Pluss



Développer et partager les connaissances et promouvoir les solutions innovantes de financement dans le débat international.

Le FMDV travaille de façon simultanée à la production de connaissances, au plaidoyer politique et à la mise en œuvre opérationnelle de solutions de financement. Il a ainsi œuvré à la reconnaissance par les Nations unies du financement groupé (pooled financing), du rôle des SDBs, du modèle de production de logement abordable des Community Land Trust, qui a permis l'intégration de ces solutions dans les politiques publiques et les programmes des partenaires au développement.

Le FMDV promeut activement la question de la finance climat des villes dans le cadre du Partenariat de Marrakech pour l'action climatique globale (MPGCA), coalitions des acteurs non étatiques fédérés par les Nations unies dans le cadre des COP de la Convention-Cadre sur les changements climatiques.

”

Le FMDV promeut activement la question de la finance climat des villes [...]

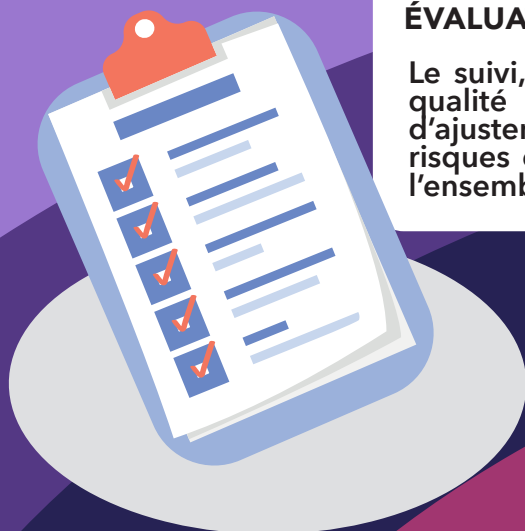
En tant que mécanisme de CGLU sur les finances locales, le FMDV contribue au renouvellement du plaidoyer sur la territorialisation du financement des agendas globaux auprès des Nations unies et à l'échange entre pairs.

Il lance actuellement le Local finance knowledge hub, premier centre de ressources en ligne sur les finances locales, qui permet de partager les expériences des acteurs engagés dans le financement du développement urbain durable au niveau global.

5

UNE CAPITALISATION ET UNE ÉVALUATION QUALITATIVE

Le suivi, l'évaluation et la capitalisation de qualité et sur le long-terme permettent d'ajuster les futurs projets, d'anticiper les risques et mesurer l'impact des projets sur l'ensemble des communautés.



DES PROGRAMMES INCLUSIFS, INTÉGRÉS ET AGILES

Des programmes de coopération internationale résilients intègrent différentes temporalités, échelles géographiques, types d'acteurs, de partenaires... Ils décloisonnent les approches et thématiques d'intervention et favorisent les synergies et mutualisation. Ils s'adaptent donc rapidement aux changements de paradigmes du territoire d'intervention.



4

CONSTRUIRE
PROJET DE
INTERNATIONALE
UN PROCESSUS

INFOGRAPHIE

La résilience réduit l'impact des chocs sur les communautés et les risques de ces chocs, tout en renforçant la capacité d'adaptation des communautés. La résilience implique une capacité « d'absorber, d'accueillir et corriger les effets d'un danger ». Un projet de coopération internationale résilient résiste lui-même aux crises et s'adapte facilement aux nouveaux contextes d'intervention. Le bureau des Nations Unies fait de la résilience une nouvelle norme de l'action internationale, à l'occasion de l'adoption de la Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes en 1999.

1 (Quenault B. « Résilience et aide internationale : rhétorique discursive ou véritable réforme ? », Mondes en développement, 2017/4 (n° 180), p. 35-52)

Rédaction : Marion Prudhomme - Pays de la Loire Coopération Internationale
Création graphique : Guillaume Guetreau - CENTRAIDER / freepik.com

1 UNE CONNAISSANCE HOLISTIQUE DU TERRITOIRE D'INTERVENTION

Un programme de coopération internationale est d'autant plus résilient qu'il connaît parfaitement le contexte dans lequel il s'inscrit. Ainsi, l'ensemble des risques, opportunités, vulnérabilités mais aussi capacités du territoire d'intervention est connu. Il est essentiel de développer une vision macro et micro politique, économique, culturelle et sociale.



2 UNE INTERACTION CONSTANTE ENTRE LES PARTIES PRENANTES

Un programme de coopération internationale est d'autant plus résilient qu'il favorise les relations et interactions entre les communautés. L'ensemble des parties prenantes participe au projet afin de favoriser les synergies et alliances. Cela assure à terme des changements multi sectoriels et un renforcement des capacités institutionnelles.

FAIRE UN
COOPÉRATION
VALE RÉILIENT,
DYNAMIQUE

3 UN RENFORCEMENT MUTUEL DES CAPACITÉS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

Un programme de coopération internationale est d'autant plus résilient qu'il favorise l'empowerment des communautés et leur capacité d'innovation. Ce renforcement des compétences doit permettre l'autonomisation, l'appropriation et l'auto-gestion à terme du projet et de ses risques.



RENFORCEMENT

EMPOWERMENT

Photo :
UDM,
Accès à l'eau



DOSSIER

MICROS MAIS COSTAUDS, QUAND LES MICRO-PROJETS FONT FACE À LA PANDÉMIE

Apolline Cox > La Guilde

La Guilde est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) créée en 1967. Elle est reconnue d'utilité publique depuis le 21 décembre 1981.

Quel est le dispositif d'appui aux microprojets créé par La Guilde ?

Le pôle Microprojets de La Guilde, c'est un incubateur pour des projets de développement portés par les petites associations françaises. Nous leur proposons un accompagnement personnalisé et des formations sur la gestion de projets. Grâce au soutien de l'AFD et d'autres partenaires, nous leur permettons aussi d'accéder à des financements – jusqu'à 20 000€ par initiative. La Guilde gère 2 dispositifs d'appel à microprojets : le premier vise l'ensemble des thématiques habituelles de l'aide au développement (éducation, santé, agriculture, etc.). Le second, créé en 2019, est dédié aux projets utilisant le sport comme outil de développement. Ces associations, généralement composées de bénévoles, œuvrent à long terme auprès de communautés qu'elles connaissent très bien et sont donc susceptibles de mettre en place des projets à fort impact local.

2020 a dû être une année particulière pour vous. On imagine que la situation mondiale a bouleversé beaucoup de projets ?

La pandémie a eu un impact direct sur de nombreux projets et leurs bénéficiaires. Si le virus a surtout impacté la santé des plus fragiles, il a aussi renforcé d'autres vulnérabilités comme l'accès aux services de base et mis à mal les sources de revenus, déjà fragiles, d'une importante part de la population mondiale. Il a donc rapidement fallu s'adapter pour soutenir différemment. Au printemps 2020, un appel à projet « spécial COVID » a permis de cofinancer 62 microprojets visant à prévenir la propagation du virus et à répondre aux besoins essentiels des populations.

Cette crise a également poussé les associations à adapter leurs pratiques : des projets menés à distance ; une collecte de fonds plus laborieuse ; de nombreuses activités reportées ou annulées. De ce fait, la place des partenaires locaux s'est substantiellement renforcée. Plus que jamais, c'est grâce à leur mobilisation que les activités sur le terrain ont pu être repensées et menées à bien.

Qu'est ce qui facilite la résilience des microprojets en particulier ?

Un microprojet de développement se caractérise par une coopération de proximité, un coût global faible et un impact géographique à petite échelle. Ses capacités de résilience sont facilitées par un lien très fort avec les populations locales, à la fois bénéficiaires et acteurs du projet. Co-construit entre une association française et une structure locale, un microprojet permet de répondre de façon ciblée à un besoin exprimé. Cet ancrage local, l'implication directe des parties prenantes et le ciblage de changements concrets donnent aux microprojets une agilité particulière pour s'adapter et faire face aux événements inattendus, comme la crise sanitaire que nous vivons aujourd'hui.

Quelle pérennité des projets que vous soutenez dans un monde qui fait face à des crises de plus en plus fréquentes ?

Les projets d'urgence souvent associés aux crises ne suffisent pas à répondre à long terme aux déséquilibres qui, eux, s'inscrivent dans la durée. La crise sanitaire, pour ne citer qu'elle, a creusé encore les inégalités (accès à l'école, à l'emploi...). L'approche « long terme » apparaît donc comme primordiale. Pour cela, un projet doit être élaboré en tenant compte de l'ensemble du contexte et en anticipant au maximum ces risques. Plus que jamais, chaque étape d'un projet doit impliquer l'ensemble de ses parties prenantes, reposer sur un renforcement des capacités locales et avoir pour boussole la pertinence des réponses apportées par rapport aux besoins, quitte à revoir l'intervention lorsque la crise survient. Ces caractéristiques sont celles des microprojets, et la façon dont les associations que nous accompagnons ont adapté leurs approches pour répondre à la crise COVID nous rend plutôt optimistes sur la pérennité de leurs interventions !

Quels conseils pourriez-vous donner aux petits porteurs de projets qui souhaiteraient se préparer ?

Tout d'abord, bravo de continuer à agir pour la solidarité internationale dans les conditions que nous connaissons ! Je leur conseillerais de continuer à échanger et à travailler en synergie avec d'autres acteurs du secteur, pour

bâtir des partenariats solides et agir collectivement. D'anticiper l'arrivée de nouvelles crises en développant de nouveaux modes de communication, de gestion et de suivi, et de se former aux enjeux globaux : le changement climatique, le numérique, l'égalité femmes-hommes, la place des jeunes. Des sujets clés pour penser la résilience en solidarité internationale.

Les RRMA et la Guilde signent cette année un nouvel accord de partenariat en vue de créer une plateforme des microprojets. Qu'est-ce que cela va changer ?

L'objectif de cette convention de partenariat est de nous rapprocher des territoires et de proposer aux porteurs de microprojets un accompagnement de proximité. Grâce aux RRMA, l'idée est de mettre à disposition des associations davantage de ressources méthodologiques, des possibilités d'appui personnalisé et des formations sur leur territoire. Ces nouveaux services, associés à la mise en place d'opportunités de financement, contribueront, nous l'espérons, à renforcer un peu plus les capacités de résilience des petites associations de solidarité internationale qui participent aussi au dynamisme des territoires.

Photo :
SOS Casamance, Sénégal



Photo :
Hervé Berville



DOSSIER

PROJET DE LOI DE PROGRAMMATION RELATIF AU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE ET À LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES

Hervé Berville

Hervé Berville est député de la 2ème circonscription des Côtes d'Armor. En tant que parlementaire, il est membre de la commission des Affaires étrangères et membre du conseil d'administration de l'Agence Française de Développement. Il est également rapporteur du projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales.

Pouvez-vous nous présenter les grandes lignes de ce projet de loi ?

Dans le contexte de crise sanitaire mondiale, la coopération et la solidarité internationales sont plus que jamais nécessaires pour faire face durablement aux enjeux globaux contemporains. Avec ce texte, la France place la lutte contre la pauvreté et les inégalités mondiales au cœur de sa politique de développement, et le développement au cœur de sa politique étrangère, au même titre que la diplomatie et la défense. Le texte de loi repose sur trois grands principes fondamentaux :

1. Une politique qui soit l'affaire de tous : nous souhaitons que l'ensemble des acteurs en France et dans les pays partenaires soit mobilisé et que chacun puisse agir à son niveau de compétence. Le gouvernement cible notamment trois publics importants : les collectivités territoriales, la jeunesse en France et dans les pays en développement et les diasporas qui jouent un rôle majeur dans le développement de leur pays d'origine.

2. Une politique d'aide au développement plus ambitieuse, qui se concentre sur les pays les plus vulnérables, notamment en Afrique subsaharienne, impulsée par le Président de la République et mise en œuvre sur les terrains par les ambassadeurs.
3. Une politique plus transparente, qui passe d'une logique quantitative à une logique qualitative à travers la mise en place d'indicateurs d'impacts.

En quoi cette loi apporte-t-elle des éléments nouveaux par rapport à la LOP-DSI du 7/07/2014 et quelles sont les priorités politiques affichées de cette loi ?

On peut noter six changements majeurs dans cette loi :

1. C'est la première fois qu'il y a une véritable doctrine politique et stratégique qui est établie et qui a été co-rédigée. En effet, ces nouvelles orientations sont le résultat d'un long travail de consultations auprès des acteurs impliqués sur les questions de coopération et de solidarité internationales.
2. Le texte prévoit une programmation budgétaire avec un objectif de 0,55 % du RNB (revenu national brut) consacré à l'aide publique au développement en 2022, première étape vers l'objectif historique d'atteindre les 0,7 % du RNB d'ici 2025.
3. La politique de développement est refondée sur une logique partenariale à travers la mobilisation et la reconnaissance du rôle de la société civile, des collectivités territoriales, des entreprises, des diasporas, de la jeunesse, des établissements d'enseignement supérieur, de recherche et de formation, etc.
4. Le projet de loi met en avant les dispositifs de volontariat à l'international, et notamment le principe de réciprocité (c'est-à-dire la venue de volontaires des Pays du Sud en France).
5. Une autre innovation porte sur la création d'une commission indépendante d'évaluation qui aura vocation à réaliser des évaluations d'impacts sur les projets financés par la France. Chaque année, le gouvernement devra présenter un rapport au Parlement sur les projets menés et les objectifs tenus.
6. Enfin, la question de la restitution des biens mal acquis marque une avancée historique avec la création d'un mécanisme qui permet de reverser l'argent aux populations injustement spoliées à travers des projets de coopération.

Comment s'inscrit la loi dans l'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable (ODD) ?

Afin de répondre aux ODD, la politique de développement solidaire et de lutte contre les inéga-

lités mondiales s'inscrit dans plusieurs cadres :

- le programme d'action Addis-Abeba sur le financement du développement,
- l'Agenda 2030,
- l'Accord de Paris, dans le sens où l'adaptation aux changements climatiques est un des enjeux prioritaires de cette politique,
- et le Forum Génération Égalité qui promeut l'égalité entre les femmes et les hommes.

En outre, le projet de loi respecte et promeut explicitement dès l'article 1er les normes et principes qui régissent la réalisation des ODD. Il rappelle à cet égard la nécessaire implication collective des pouvoirs publics, des entreprises, des banques multilatérales de développement et de la société civile.

Le projet de loi prévoit que les RRMA soient représentés en tant que tel au CNDSI (conseil national pour le développement et la solidarité internationale). Quels sont les enjeux et les perspectives de cette représentation ?

Il est fondamental de territorialiser cette politique de développement. Les RRMA, de par leur nature et leur vocation, sont des acteurs importants sur le territoire qui assurent la promotion des enjeux de coopération internationale et la sensibilisation aux ODD. La mise en œuvre et l'évaluation de cette politique doit donc se faire en lien étroit avec les RRMA. Ils connaissent les acteurs et initiatives qui existent sur le terrain, et peuvent orienter le gouvernement dans l'optique de faire émerger des solutions durables et équitables de lutte contre la pauvreté et contre les inégalités.

Le 2 mars 2021, le projet de loi a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale. Comment vont se dérouler les semaines à venir ?

Le Sénat va à son tour examiner le projet de loi le 14 avril. Puis une commission mixte paritaire aura lieu courant juin afin que la loi soit définitivement adoptée cet été, je l'espère en tout cas j'y travaille sans relâche.

Un dernier message à faire passer ?

C'est par la coopération et la solidarité internationales et la politique de partenariats que nous pourrions à court et long termes régler les grandes questions, à la fois locales et internationales, de santé, de changements climatiques, d'éducation, de sécurité, etc. Il n'y aura pas de résolution de ces problèmes sans une action très ambitieuse dans ce domaine. C'est en utilisant l'intelligence collective et les compétences de chacun que nous pourrions faire face durablement à ces enjeux, ici et dans les pays partenaires.



DOSSIER

LES RÉSEAUX RÉGIONAUX MULT-ACTEURS : LA COOPÉRATION INTERNATIONALE SE DÉPLOIE AU COEUR DES TERRITOIRES

”

Dans le contexte de la rédaction de cette revue, parler de résilience c'est être porté par ce double sentiment de résignation et d'espoir.

Franck Fortuné > CIRRMA

Dans le contexte de la rédaction de cette revue, parler de résilience c'est être porté par ce double sentiment de résignation et d'espoir. En effet, il nous faut accepter, non sans amertume parfois, qu'en dépit des nombreuses alertes dans tous les domaines de la fragilité de nos systèmes de santé à la lutte contre le réchauffement climatique, nous n'avons pas pu éviter le choc ; celui d'une pandémie mondiale qui est venue révéler dans ses vicissitudes les multiples facettes d'une crise globale. Comme Paul Valéry pouvait le dire en d'autres circonstances : "Nous autres civilisations savons désormais que nous sommes mortelles". Quelle que fût l'époque, quelle qu'eût été la nature de ce choc, immanquablement nous devons tirer les leçons de ses conséquences et des transformations induites dans nos sociétés.

Un peu plus d'un an après le début de la pandémie, nous pouvons ainsi trouver quelque réconfort dans notre capacité à nous relever individuellement et collectivement. Que l'on fasse le constat, quelque peu fataliste, de la nécessité de "faire avec" ou que l'on soit plus actif dans cette volonté de "s'adapter", nous répondons progressivement, collectivement et intelligemment. L'espoir est permis. Permis par les nombreux exemples que nous avons pu observer sur nos territoires, par la mobilisation des multiples acteurs à différents niveaux, du citoyen à la communauté internationale ; nous ne décrivons pas mieux notre humanité que lorsque nous sommes confrontés au même péril. Mais ce n'est pas un espoir naïf mû par la simple volonté de "s'en sortir" comme on sort d'un mauvais pas sur un chemin tout tracé, car un retour à la normale serait un retour à l'anormal.

C'est ainsi tout l'enjeu de ce numéro que de recueillir les témoignages, les retours d'expériences, les pistes qui s'ouvrent pour bâtir une définition originale des "résilience" portées par les différentes catégories d'acteurs quelques soient leurs échelles d'intervention. Une réflexion qui permet de sortir la solidarité internationale du simple débat d'opinion. Il ne s'agit plus d'être pour ou contre, de circonscrire cette question aux joutes politiques entre le repli ou l'ouverture, d'opposer

le local à l'international... Il est nécessaire d'engager le débat de cette solidarité comme un point de méthode, un moyen, une réponse adaptée aux enjeux d'une décennie (2020-2030) d'un siècle qui peut encore changer les trajectoires sociales et environnementales pour atteindre les Objectifs de Développement Durable.

Car il y a urgence. Et parler de résilience, c'est déjà porter une parole d'espoir avec un temps de retard. La résilience, c'est changer dans la façon de venir en aide à ses proches, à ses concitoyens, aux voisins de ses voisins, dans la manière de faire société et de se penser liés les uns aux autres. La résilience, c'est accepter d'être tombé, mais c'est surtout changer dans la façon de se relever.

années 2000. Très tôt, une concertation s'organise entre eux afin de capitaliser sur les expériences de chacun et de former une communauté de pratiques sur les spécificités territoriales des questions de coopération et de solidarité internationales.

En 2018, la Conférence Interrégionale des RRMA est créée pour donner corps à cette dynamique, en renforçant ainsi la coordination et la possibilité de conduire des actions communes. La CIRRMA assure ainsi la représentation (notamment dans des instances nationales) de l'ensemble de RRMA, la solidarité entre réseaux et leur promotion à l'échelle nationale et internationale. Mais surtout, fidèle à l'histoire de la décentralisation dont ils sont issus, les RRMA ont ainsi formalisé cet espace les reliant entre eux par une structure « inter-régionale » et non pas « nationale » marquant, dans la définition même, cet attachement à mener des actions collectives « à partir » des territoires et non « sur » les territoires.

Présentation de la CIRRMA

Les RRMA, dont les histoires et les dénominations sont très différentes, partagent un développement et une structuration progressive depuis les

Gouvernance de la CIRRMA



PRÉSIDENT
TONY BEN LAHOUCINE
PRÉSIDENT D'HONNEUR
CENTRAIDER
presidence@rrma.fr



VICE-PRÉSIDENT
GÉRARD PIGAULT
PRÉSIDENT D'HONNEUR
GESCOD
gerard.pigault@gescod.org



VICE-PRÉSIDENTE
JACQUELINE BAURAY
PRÉSIDENTE
HORIZONS SOLIDAIRES
jacqueline.bauray@wanadoo.fr



SECRÉTAIRE
ANICK LAPART
PRÉSIDENTE
SO COOPERATION
anick.lapart@gmail.com



TRÉSORIER
DANIEL LAIDIN
PRÉSIDENT
PAYS DE LA LOIRE
COOPÉRATION INTERNATIONALE
dlaidin@terrisantiparisdeloire.fr

Le Bureau



ADMINISTRATRICE
NICOLE HANSSEN
PRÉSIDENTE
TERRITOIRES SOLIDAIRES
hanssennicole@hotmail.com



ADMINISTRATRICE
PASCALE PAVY
PRÉSIDENTE
LANNES COOPÉRATION
pascalpavy@adsl.com



ADMINISTRATEUR
HENRI ARÉVALO
PRÉSIDENT
OCCITANIE COOPÉRATION
presidence@oc-cooperation.org



ADMINISTRATEUR
AXEL GRAVA
PRÉSIDENT
KARIB HORIZON
grava.a@cau.fr



ADMINISTRATRICE
LILIANE LUCCHESI
PRÉSIDENTE
BOURGOGNE FRANCIS COMITÉ
INTERNATIONALE
presidence@bfci-international.org



ADMINISTRATEUR
ALAIN DUILEIN
PRÉSIDENT
RÉSEAU
BRETAGNE SOLIDAIRE
alain.duilein@laposte.net

Le Conseil d'Administration



RENAUD METTRE
PRÉSIDENT
CENTRAIDER
presidence@centraider.org



GÉRARD RUELLE
PRÉSIDENT
GESCOD
gerard.ruelle@gescod.org



MEMBRE ASSOCIÉ
JEAN-MARIE TETTART
PRÉSIDENT
YCID
j.m.tettart@wanadoo.fr

Les Présidents des RRMA

Photo :
Ville d'Orléans

TÉMOIGNAGE

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET JUMELAGES

> Ville d'Orléans



La transition écologique a été inscrite comme une priorité du mandat de la nouvelle équipe municipale d'Orléans. C'est pourquoi, les élus en charge des relations internationales et des jumelages (Capucine FEDRIGO, William CHANCERELLE, Pascal TEBIBEL et Alexandre HOUSSARD)* ont souhaité que cette thématique soit déclinée de manière prioritaire dans les 13 jumelages de la ville d'Orléans en s'appuyant notamment sur les Objectifs de Développement Durable.

Deux projets ont d'ores et déjà été lancés :

Un jeu de société éducatif « Sauvons l'or bleu avec P2O ! » avec ses villes partenaires de Parakou (Bénin) et d'Ono (Japon). Ce jeu, traduit en français et en japonais, consiste à sensibiliser les jeunes à la préservation de la ressource en eau. Ce jeu a été élaboré à Orléans avec l'appui d'élèves du collège Alain Fournier et de la Direction du cycle de l'eau d'Orléans Métropole. Il est mis à disposition gratuitement dans les trois villes auprès des établissements scolaires et des structures jeunesse, sous forme de prêt. Le jeu servira également de support lors d'ateliers, d'animations ou de cours sur le thème de l'eau. Des animations sont prévues par la Mairie d'Orléans notamment lors de la 6ème édition de la semaine du partenariat Orléans-Parakou de novembre 2021. Ce projet a été soutenu par l'Agence de

l'Eau Loire Bretagne, l'Agence Française de Développement et les Mairies d'Orléans, de Parakou et d'Ono.

Un journal en ligne « Une planète – une amitié – une (é)mission ! Ein Planet – eine Freundschaft – eine (E)mission! » avec sa ville jumelle de Münster (Allemagne). Ce projet, piloté par 14 jeunes du conseil municipal des jeunes d'Orléans et 14 jeunes du centre socioculturel « Bennohaus » de Münster, vise à faire connaître des actions innovantes de chaque territoire dans les domaines du développement durable et contribuant à l'atteinte des O.D.D. Tous les mois, chaque groupe devra réaliser une courte vidéo sur un thème (mobilité (ODD 9 & 11), eau (ODD 6), déchets (ODD 6), énergie (ODD 7), biodiversité (ODD 14 & 15) en effectuant des interviews sur son territoire pour présenter une action innovante. Les vidéos de chaque groupe de jeunes seront ensuite diffusées sur les réseaux sociaux et sites internet de chaque ville. Toutes les vidéos seront traduites en allemand et en français et celles d'Orléans seront réalisées avec l'appui du C.R.I.J. Des rencontres seront également organisées entre les jeunes par visioconférence au cours de la période. Enfin, les jeunes de Münster seront accueillis à Orléans pendant le Festival de Loire de septembre 2021 pour échanger avec les jeunes d'Orléans et faire le bilan de ce projet soutenu par l'Office Franco-Allemand de la Jeunesse.

”

**Deux projets ont d'ores et déjà été lancés :
Un jeu de société éducatif « Sauvons l'or bleu avec P2O ! » [et] Un journal en ligne « Une planète – une amitié – une (é)mission ! »**

Pour tout renseignement : Céline CORNIER, Responsable des Relations Internationales à la Mairie d'Orléans
– celine.cornier@orleans-metropole.fr

*Capucine FEDRIGO, Conseillère Municipale déléguée aux Jumelages et à l'Animation Touristique, à la Biodiversité et à la Cause Animale

William CHANCERELLE, Adjoint au Maire délégué à la Culture, à l'Animation Touristique, aux Jumelages et à l'Événementiel

Alexandre HOUSSARD, Conseiller Municipal délégué auprès du Maire, en charge du marketing territorial, de la commande publique, des partenariats, de la coopération décentralisée, de la Francophonie et des relations avec les associations d'élus

Pascal TEBIBEL, Conseiller Municipal délégué auprès du Maire, en charge de l'Attractivité, de la Promotion du Territoire et des Relations Internationales.

Photo :
Application des
gestes barrière par
les élèves à l'école
avant de rentrer en
classe /
Entraide Guinée



TÉMOIGNAGE

SOUTENIR LES PARTENAIRES DU SUD POUR RÉPONDRE À LA PANDÉMIE DE COVID 19 : L'EXPÉRIENCE DE L'ASSOCIATION ENTRAIDE GUINÉE

Catherine Ledercq > Entraide Guinée

Entraide Guinée, association basée à Chartres, travaille depuis 2016 avec l'Ecole Sogué, école des non-voyants de Conakry en Guinée. Durant la première vague de l'épidémie, l'association a répondu à la demande de son partenaire pour apporter une aide d'urgence aux familles de l'Ecole confrontée à la pandémie de Covid 19.

Entraide Guinée, lauréate en 2019 du programme Sport et Développement du Pôle Micro Projets de la Guilde, a bénéficié d'une dotation de l'Agence des Micro Projets (AMP) en juin 2020 sur un fonds spécialement dédié à la pandémie. L'appel à projet spécial « Covid 19 » de l'AMP, lancé le 27 avril 2020, visait à soutenir les associations déjà financées par le programme afin de lutter contre la propagation du coronavirus et d'accompagner les partenaires locaux dans la gestion des conséquences induites par la pandémie.

Le projet visait 80 familles ayant des enfants non-voyants scolarisés à l'Ecole Sogué ou accompagnés au collège et au lycée par les enseignants de l'école soit environ 350 bénéficiaires, et comportait 3 objectifs :

- Equiper les élèves et leurs familles en matériel sanitaire ;
- Réaliser avec les médias une sensibilisation aux gestes barrières et aux pratiques de nettoyage-désinfection ;
- Fournir une aide alimentaire aux familles des élèves non-voyants de Conakry.

Le 24 juin 2020, la première distribution de kits sanitaires et de l'aide alimentaire à une dizaine de familles a été accompagnée d'une action de sensibilisation en présence des médias à l'Ecole, réalisée en français et dans les différentes langues du pays,

”

Entraide Guinée, [...] a bénéficié d'une dotation de l'Agence des Micro Projets (AMP) en juin 2020 sur un fonds spécialement dédié à la pandémie.

diffusée par deux médias de presse en ligne et complétée d'un reportage radio. Les autres familles ont reçu leur donation à domicile ainsi qu'une sensibilisation aux gestes barrières début juillet grâce aux enseignants en utilisant le bus de l'école.

Au final : 96 familles (au lieu de 80 prévues) ont pu bénéficier du projet. 96 kits sanitaires (seau, savon et eau de javel), 96 sacs de riz et 15 cartons de bidons d'huile ont été achetés par l'école et distribués aux familles. De plus une couturière a réalisé 600 masques sur place. A la reprise des classes, les actions sur les gestes barrières, le port du masque et le lavage régulier des mains ont été poursuivies. Cette expérience a démontré que l'association était capable de mobiliser ses membres autour d'une action d'urgence (à travers une campagne de dons réussie) hors de l'objectif de sa structure en acceptant les limites de ce type d'action.



TÉMOIGNAGES



LES JEUNES S'ENGAGENT DANS DES ACTIONS DE SOLIDARITÉ ET DE RENCONTRES INTERCULTURELLES

Colline Philippe > RHJ de Chartres
Judith Cartier > Ligue de
l'Enseignement - FOL 36

« Rester ouverts au monde et créer des liens de solidarité, même sans partir à l'autre bout de la planète... » c'est l'objectif des « Initiatives pour la Solidarité Internationale » (ISI) mis en place par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE), en partenariat avec le Fonjep pour pallier la suspension des projets de mobilité internationale. L'appel à initiatives soutient des projets construits par et pour des jeunes selon deux axes : l'organisation d'échanges interculturels (à distance) et de réflexion sur la solidarité internationale ou la sensibilisation à l'interculturalité et à l'engagement dans la solidarité internationale.

En région, le dispositif a été coordonné par la Direction régionale académique à la Jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES) et a permis de soutenir 8 projets* sur les deux premiers appels à projets.

*Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale



”

« Rester ouverts au monde et créer des liens de solidarité, même sans partir à l'autre bout de la planète... »

Témoignage : Colline Philippe, RHJ de Chartres

En juillet 2020, la Résidence Habitat Jeunes de Chartres installait son « P'tit Bivouac de la Solidarité Internationale », une rencontre locale aux portes de l'international. En attendant de pouvoir arpenter le monde, les jeunes de la structure se sont ressourcés grâce à la découverte de nouvelles cultures. L'interculturalité et la solidarité internationale étaient les moteurs de cet événement. Chaque semaine, lors de l'atelier « Popote-Papote », un groupe de jeunes se formait pour cuisiner des plats traditionnels de leur continent. Les jeunes ont alors concocté des plats européens, africains et asiatiques. Ces plats étaient dégustés lors de la « Boîte à Zik' ». Durant cet atelier, les jeunes se sont proposés d'animer les soirées en chan-

tant et en dansant sur de l'afro-dance, du rap, des chansons françaises etc. Deux musiciens professionnels sont aussi intervenus : un joueur de oud et un chanteur de musiques françaises. Cette initiative a permis aux jeunes de proposer un panorama de leurs us et coutumes. En tout, presque 170 jeunes se sont mobilisés pour faire venir le monde jusqu'à la structure. Malgré la fermeture des frontières et la distanciation sociale imposée, les jeunes se sont montrés créatifs pour se serrer les coudes, et ainsi faire émerger une résilience interculturelle, ponctuée de vivre ensemble, de citoyenneté et de solidarité. Une seconde édition est en cours de préparation pour juillet 2021, avec en prime, l'installation d'une webradio, gérée et animée par nos jeunes, dans l'enceinte de la résidence.

En outre, chaque année, le programme « Jeunes in Mouv' » de la résidence permet à des jeunes âgés de 16 à 29 ans, de s'engager dans un chantier participatif de solidarité internationale. L'obligation de rester sur le territoire français n'a pas démotivé les jeunes. Au contraire, ils ont revendiqué l'envie de continuer à se mobiliser. Ainsi, deux nouvelles actions ont vu le jour en 2020 : 13 jeunes ont permis aux personnes vulnérables du quartier prioritaire des Clos d'accéder aux produits de première nécessité et d'éviter l'isolement social lors du premier confinement et 16 volontaires se sont engagés, pendant deux mois, dans les Alpes-Maritimes, auprès des villes sinistrées à cause de la Tempête Alex pour soutenir les populations, débayer les décombres, distribuer des produits de première nécessité, etc.

Témoignage : Judith Cartier, Ligue de l'Enseignement - FOL36

Nous sommes le 9 mai 2020. Il est 16h15 à Châteauroux, 17h15 à Riga et 18h15 à Erevan. Judith, Aleksander et Anna, porteurs d'un échange européen réunissant des jeunes français, lettons et arméniens en juillet 2020, décident de le reporter à l'été 2021. Ils sont tristes de ne pouvoir se retrouver pour leur projet et se sentent impuissants face à ce virus qui a fermé les frontières.

Ce même jour, les deux volontaires accueillis par la Ligue de l'Enseignement de l'Indre dans le cadre du Corps Européen de Solidarité, confinés à plus de 1000km de leurs parents, attendent avec impatience le déconfinement.

Les frontières sont fermées certes, mais les volontaires sont là et l'éducation populaire est plus que jamais d'actualité. L'été arrive à grands pas, et avec lui l'appel à projet « ISI » du FONJEP. L'occasion est toute trouvée pour travailler pour la première fois sur des propositions de séjours d'EC-SI* à destination des collégiens et lycéens.

Tout d'abord, début juillet, le séjour « ça tourne pas rond ! » est proposé aux jeunes de 11 à 14 ans. Grâce à la présence des volontaires européens, ce séjour aborde l'identité européenne lors d'une course d'orientation, puis la souveraineté alimentaire par la fabrication de pains du monde chez un boulanger paysan. D'autres ateliers ponctuent le séjour comme la soirée autour de la carte Peters inversée (dur de penser que la France peut être ailleurs qu'en plein centre du planisphère !), l'atelier de danse congolaise avec la compagnie Noura, ou encore les préparations des repas allemands et italiens.

Les semaines suivantes, des ateliers sont proposés les après-midis aux jeunes de 15 à 18 ans au Blanc puis à Argenton. Au programme : les libertés amoureuses dans le monde avec, en plus des volontaires européens, 2 jeunes marocaines en service civique international (dans le cadre du projet « histoires internationales » piloté par la Ligue de l'Enseignement et Centraider), atelier d'écriture et de lecture sur le confinement accompagné par la compagnie Homo-Sapiens Decatis et un après-midi photolangage et techniques de photographie pour échanger sur l'actualité.

Les jeunes ont tous, sans exception, exprimé leur besoin d'être ensemble dans ce monde en suspens. Être ensemble pour appréhender le monde : une clé pour y ouvrir de nouvelles portes.



TÉMOIGNAGE

YACHACHI ET LE PEROU : JOURS DE CONFINEMENT... ENSEMBLE CONTRE L'ISOLEMENT

Elisabeth Aliaga

> Association YACHACHI pour les
Relations avec les Andes Centrales du
Pérou

Alors que venait de prendre fin le 9 mars une mission d'Elisabeth Aliaga, Présidente de Yachachi, qui sanctionnait l'achèvement de travaux de construction de l'annexe du collège Santa Isabel d'Antacocha, unité d'hébergement d'un atelier de couture et d'artisanat, le Pérou et la France entraient en confinement le 13 mars... Nous avons mis en place, en coordination avec l'UGEL (instance de l'Education qui gère la Région de Huanca-velica), les conditions nécessaires au fonctionnement de l'atelier en demandant une aide pédagogique pour assurer la coordination sur place de ce projet, considéré comme pilote par les autorités locales.

Les conditions de d'urgence d'un échange .

La quarantaine – terme employé au Pérou – a stoppé net toute tentative d'enseignement présentiel à l'orée de la reprise des cours, la rentrée se faisant traditionnellement en mars. Cette situation perdure encore aujourd'hui et les jeunes générations ont dû se contenter d'un enseignement à distance, d'autant plus difficile dans les montagnes que les besoins en équipement internet se font cruellement sentir. L'option présentielle est à présent sur la table, avec toutes les difficultés que l'on pressent.

Notre dialogue avec nos correspondants, notamment avec les enseignants du collège, nous a laissé percevoir toutes les frustrations et les inquiétudes qui les animaient, car à l'interruption concrète de nos projets s'ajoutait une sorte de syndrome de l'abandon contre lequel nous n'avions qu'un remède : mettre en place une stratégie d'accompagnement qui nous permettrait d'être présents auprès d'eux et de garder un contact créatif et réconfortant tant pour eux que pour nous-mêmes et pour les partenaires qui nous accompagnent.

Un recours salvateur aux techniques de communication virtuelle.

La solution se trouvait évidemment dans les relations via internet, que nous n'avions utilisées que modérément jusqu'alors. La conjoncture nous a obligé à utiliser les moyens à disposition, notamment la visioconférence, convoquée tous les dimanches – journée de confinement total au Pérou. A l'heure de l'apéritif - de midi pour les Péruviens et du soir pour les Français – une cellule de pilotage composée de membres de notre association YACHACHI, de membres de l'association étudiante SOLIDACTION de l'INSA/LYON, de la Directrice de Santa Isabel, de Carmen Vidal, notre relais à LIMA et de Damian de la Cruz Ccanto, Directeur culturel de la Région, notre fidèle pilier

à Huancavelica, s'est réunie régulièrement, et assidument pour monter un projet d'échanges de témoignages digitaux en vue d'aboutir à une publication et à une exposition des travaux recueillis.

Un projet limité qui a pris une ampleur insoupçonnée

L'idée initiale d'échange de dessins qui concernait tout d'abord les deux collègues Lucie et Raymond Aubrac de Luynes et le collège Santa Isabel d'Antacocha a rapidement pris de l'ampleur. Se sont joints à nous l'IME-La Source de Semblançay, l'école Sainte Bernadette de Beauvais, puis le Lycée Français International de Dubaï – avec le soutien de l'Association Franco-libanaise pour l'Education et la Culture-, qui a amplement contribué au projet de construction de l'atelier de couture. Au Pérou, la position institutionnelle de Damian de la Cruz nous a permis non seulement de recueillir quelques peintures du collège La Victoria de Ayacucho, à Huancavelica-capitale, mais surtout de réussir un partenariat très important avec les ministères de l'Education et de la Culture péruviens. En organisant conjointement un concours régional intitulé « Notre patrimoine aux yeux du Monde », les deux institutions officielles ont tenu à témoigner de leur résistance à une conjoncture néfaste en puisant dans leurs ressources patrimoniales. Une trentaine de productions nous ont ainsi été envoyées de manière virtuelle, après sélection sur un nombre stupéfiant de 285 dessins et peintures d'une grande qualité.

Des partenariats resserrés et des retombées très positives.

Nous sommes particulièrement fiers d'avoir pu donner ainsi à chacun l'opportunité de s'exprimer et de diffuser ces témoignages d'une époque difficile, toujours sincères et émouvants, parfois tout à fait remarquables, par le moyens d'une

”

[...]mettre en place une stratégie d'accompagnement qui nous permettrait d'être présents auprès d'eux et de garder un contact créatif et réconfortant tant pour eux que pour nous-mêmes [...]

brochure assortie d'un DVD (ce dernier étant l'œuvre des étudiants de l'INSA-LYON) et grâce à des expositions dès début septembre 2020 à Semblançay, au collège de Luynes, et au Bureau d'Information de la Jeunesse de Lyon-Villeurbanne grâce à Solidaction, association de l'INSA à vocation internationale et solidaire. D'autres projets d'exposition devraient voir le jour dès que les conditions sanitaires le permettront, notamment au musée Musikenfête dans le cadre du festival international de Folklore d'été placé sous l'égide de l'UNESCO à Montoire-sur-Loir, ainsi qu'à Paris, dans le cadre des activités du Centre Culturel Péruvien. Une centaine de brochures et de DVD ont pu être adressés au Pérou grâce au soutien de l'Ambassade de France. Cette action nous aura permis de garder confiance en nous pour de futures actions, ce qui est essentiel pour garder foi en l'avenir. Jamais à court de bonnes idées, les étudiants de Solidaction ont assuré une veille par Facebook et Instagram en publiant régulièrement des recettes de cuisine de France et du Pérou, articulées autour d'événements festifs communs, décrits lors de points culturels (Noël, Chandeleur, Carnaval, Pâques...). L'occasion de célébrer la convivialité liée aux fêtes ici et là-bas et de faire connaître les recettes de deux pays dont la cuisine est reconnue mondialement. Voyons à présent si nous pourrions cet été envisager en août un déplacement au Pérou afin de donner une nouvelle impulsion à nos projets.... L'espoir fait vivre....

Photo :
Collectif de Tours



TÉMOIGNAGES

S'ADAPTER, CONTINUER À MENER DES ACTIONS, RENFORCER LES LIENS

- > Collectif Festisol en Touraine
- > Collectif Solidaire Vendômois



**Pour suivre l'actualité
du Collectif Solidaire
Vendômois :**
> [facebook.com/
CSVFESTISOL](https://facebook.com/CSVFESTISOL)

Le collectif FESTISOL en Touraine

Confrontés aux restrictions sanitaires liées au COVID, le collectif FESTISOL en Touraine, a pu mener quelques actions en salle autour de l'Afrique, et a su rebondir, créer des ouvertures, sortir, mener des actions :

- En direction d'un public cosmopolite d'un quartier dit « sensible ». Des porteurs de paroles ont reçu l'avis des gens sur « t'agis pour ta planète ». Cela aboutit à un recueil diversifié d'idées sur les possibilités d'agir localement mais aussi à l'international.
- Avec le recueil de paroles de femmes africaines sur leurs apports ici et aussi sur leurs cultures, de réels échanges ont été menés.
- Sur un marché autour d'une exposition « A table », un atelier a été proposé sur l'alimentation dans différentes familles du monde.

- Participation au débat citoyen à Chinon où les « rassembleurs du dimanche » organisent en matinée des débats autour de différents thèmes. Le collectif a été invité à débattre avec une quarantaine de personnes autour de la politique agricole commune et de l'alimentation au niveau mondial, pendant qu'un représentant de la Confédération Paysanne abordait la Sécurité Sociale Alimentaire et que 2 autres parlaient d'initiatives locales : une bergerie et une épicerie de village associative.
- Co organisation et participation à une marche autour du climat avec entre autres, les incidences internationales en mars 2021. Plus de 1300 personnes présentes.

Le réseau continue de travailler dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'agglomération de Tours, avec des associations d'habitant-e-s et des centres sociaux, et pour d'autres actions avec de nouvelles associations et syndicats.

Le collectif Solidaire Vendômois

Après plusieurs mois de préparation, l'annonce d'un deuxième confinement le 28 octobre a remis en question toute notre programmation à seulement quelques semaines du début du Festival. Loin d'avoir terni la motivation des membres du Collectif Solidaire Vendômois, nous avons dû revoir entièrement notre stratégie, faire l'inventaire des animations adaptables, celles à reporter pour une prochaine édition et celles pouvant être maintenues notamment en milieu scolaire. En une quinzaine de jours, après beaucoup de recherches et d'expérimentations, nous avons conçu un e-festival vendômois sur la page Facebook du Collectif avec pour objectif de publier un contenu par jour.

Les ateliers de sensibilisation et de découverte ont été transformés en quizz, memory et test de personnalité en ligne. Le contenu du petit journal initialement prévu pour annoncer le festival a été réutilisé pour créer des posts. Pour compléter avec du contenu déjà disponible en ligne, nous avons pioché dans les éditions précédentes avec une sélection d'épisodes de la websérie documentaire side-ways qui met en lumière des initiatives en France et en Europe et en relayant la programmation 2020 du Festival Alimenterre. Enfin pour valoriser les actions en milieu scolaire ayant subsisté, nous avons invité les encadrants à nous fournir photos et textes explicatifs réalisés par les élèves que nous avons mis en page et ajoutés à la programmation.



Photo :
Collectif Solidaire
Vendômois

Le Festival ALIMENTERRE en Centre-Val de Loire

Face aux restrictions planantes tout au long de l'année liées à la crise sanitaire, notamment pour les salles événementielles et salles de cinéma, le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) a, très tôt, formalisé un partenariat avec la plateforme de streaming IMAGO.TV. Une plateforme de diffusion vidéo spécialisée dans les films engagés dans la Transition.

Les quinze premiers jours du Festival se sont tenus en présentiel dans la limite des jauges en salle et des gestes barrières. Le partenariat avec IMAGO.TV a permis de basculer sous un fonctionnement en distantiel lors de la période de confinement qui a suivi. La démarche a permis ainsi de maintenir la dynamique du Festival, travaillée tout au long de l'année par les dizaines d'acteurs en région.

Bien sûr, bon nombre de projections ont été annulées mais la crise sanitaire n'a fait qu'accélérer un mouvement de fonds déjà initié par des initiatives locales. Les prochaines éditions prendront une forme hybride (distantiel et présentiel) qui permettra de développer de nouveaux liens.



**Pour suivre l'actualité
du Festival :**
> festival-alimenterre.org



TÉMOIGNAGE

RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE : COOPÉRER ET TRAVAILLER ENSEMBLE...AUTREMENT

> Région Centre-Val de Loire

La Région Centre-Val de Loire conduit une politique de coopération et de solidarité européenne et internationale autour de 3 grands axes :

- Le développement de partenariats stratégiques de coopération décentralisée avec 9 régions dans le monde ;
- Le soutien aux acteurs régionaux de la solidarité européenne et internationale ;
- L'animation territoriale concertée avec l'ensemble des acteurs des relations internationales de la région au travers de la Conférence Permanente des Relations Internationales.

C'est l'ensemble de ces champs d'intervention qui a été bousculé par la crise sanitaire et qui a nécessité une adaptation ciblée, dans un objectif de solidarité mais également de continuer à faire vivre l'Europe et l'international sur le territoire.

La Région et ses partenaires internationaux ont modifié leur manière de coopérer et de travailler ensemble : moins de missions et plus de visioconférences ; des échanges via des documents partagés ou des plateformes collaboratives. Loin de s'éteindre, les coopérations se sont poursuivies et de nouveaux projets ont même émergé : un projet sur le développement du tourisme équestre a été élaboré avec la Région Fès-Meknès



Loin de s'éteindre, les coopérations se sont poursuivies et de nouveaux projets ont même émergé

au Maroc et a démarré presque exclusivement à distance. La Région a accompagné des actions concrètes pour faire face à la crise sanitaire et à ses conséquences. Par exemple, dans le cadre de son projet DEAR Water Luang Prabang d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, la Région et ses partenaires ont mis l'accent sur la sensibilisation et la formation des populations laotiennes aux bonnes pratiques en matière d'hygiène et de mesures barrières. Parallèlement, la Région a engagé un dialogue avec l'ensemble de ses bénéficiaires afin d'offrir la souplesse requise pour prendre en compte les modifications intervenues dans les projets en raison de la crise sanitaire (prolongation de conventions, modification ou annulation de projets, modifications de dépenses subventionnables...).

Enfin, dans la poursuite du projet « Histoires internationales », la Région travaille aujourd'hui étroitement avec ses partenaires locaux et internationaux à l'accompagnement de nouvelles stratégies territoriales visant à « réenchanter la mobilité européenne et internationale des jeunes » afin que celle-ci ne soit pas une victime collatérale de la pandémie.

La CPRI : outil de résilience territoriale

Instance participative qui se construit chemin faisant avec ses membres depuis 2018, la Conférence Permanente des Relations Internationales réunit les acteurs de l'international dans toute leur diversité : collectivités, entreprises, universités, ONG, centres de recherches, associations, lycées, acteurs culturels, etc. Elle a pour but l'appropriation et la diffusion d'une culture de la coopération internationale sur le territoire régional, dans

une logique de décloisonnement.

Dans cette perspective, le groupe gouvernance et animation de la CPRI a initié une réflexion collective sur la manière de poursuivre les partenariats dans un contexte de crise, les outils à mobiliser et les besoins en région soulevés par ce nouveau défi. Ainsi, lors du premier confinement, le Vice-Président Charles Fournier a rassemblé les acteurs de la coopération européenne et internationale pour échanger sur la pandémie, ses conséquences et les actions collectives et individuelles à mettre en place pour permettre aux coopérations de perdurer. Ce premier temps d'échange ainsi que les discussions des différents groupes de travail de la CPRI ont nourri la réflexion du groupe gouvernance et ont débouché sur la rédaction d'une note « Les acteurs des relations internationales en région Centre-Val de Loire face à la pandémie : quels nouveaux chantiers pour la CPRI ? ».

La plénière de la CPRI du 8 décembre 2020 a ainsi été consacrée aux conséquences et aux nouveaux enjeux soulevés par la crise sanitaire, que ce soit sur un plan géopolitique que dans le cadre actions menées par les acteurs régionaux.

De nouvelles pistes de réflexion ont émergé suite à ces échanges :

- Comment suivre et poursuivre les partenariats ?
- Comment éviter le repli sur soi et continuer à parler de coopération, de solidarité, d'Europe et d'international en Centre-Val de Loire ?
- Le numérique : opportunités, freins, perspectives
- Le temps du changement : une opportunité pour avancer sur la place des questions climatiques et de genre dans les projets ou encore sur la responsabilité sociétale des entreprises et des organisations
- Quelle mobilité des acteurs et des jeunes pour l'avenir ?

Face à ces questionnements, les

groupes de travail ont imaginé diverses actions : des webinaires sur la RSE et les ODD, un concours d'éloquence sur l'Europe, des ateliers sur la coopération internationale et les transitions écologiques...

L'ensemble de ces pistes de réflexion a permis de dresser les contours d'un second appel à projets biennal visant à accompagner la sortie de crise et l'innovation. Coconstruit avec les membres de la CPRI, l'Appel à projets régional « Solidarité internationale post-covid - Territoires Citoyens et Solidaires pour une plus grande résilience face aux inégalités sociales et au dérèglement climatique » a été approuvé par la Commission Permanente de la Région Centre-Val de Loire le 16 avril 2021. Il est ouvert jusqu'au 31 août 2021.

Dans la poursuite des enjeux identifiés par la CPRI, la Région Centre-Val de Loire souhaite y soutenir les projets liés à la pandémie et à ses effets, tout en ayant un impact positif sur le climat et l'environnement. Cet appel à projets doit permettre de contribuer à l'atteinte des ODD, au plus près des territoires et des populations, par des actions locales, ambitieuses et pluri-acteurs et actrices.



Dans la poursuite des enjeux identifiés par la CPRI, la Région Centre-Val de Loire souhaite y soutenir les projets liés à la pandémie et à ses effets, tout en ayant un impact positif sur le climat et l'environnement.



TÉMOIGNAGE

A.S.I.E « ICI ET AILLEURS » EN TEMPS DE CRISE SANITAIRE

Alain Payen
> Association A.S.I.E

”

Notre association n'a pas échappé à la vague d'inquiétude qui s'en est suivie, ni à la nécessité d'annuler tous ses projets en France et en Asie, notre terrain d'action.

De la sidération à l'adaptation

La sidération a été le sentiment unanimement ressenti par plusieurs milliards d'êtres humains lorsqu'en mars 2020, un minuscule être vivant est venu brutalement arrêter toutes les activités planétaires.

Notre association n'a pas échappé à la vague d'inquiétude qui s'en est suivie, ni à la nécessité d'annuler tous ses projets en France et en Asie, notre terrain d'action. L'adaptation, coûte que coûte, a été notre mot d'ordre et reste notre moteur.

En moins de 15 jours, nous avons assisté la Dhan Foundation dans sa gestion des enfants, renvoyés par le gouvernement indien, dans les familles et envoyé des fonds pour qu'ils puissent avoir un repas journalier. De la solidarité nous passions à de l'humanitaire car chaque jour comptait pour ces enfants.

Nous avons également décidé de recevoir davantage de jeunes en stage, pour nous aider dans notre travail et pour répondre à leur difficulté à trouver des lieux de stages.

Tournée vers l'avenir, A.S.I.E est maintenant complètement adaptée à la situation actuelle et sait que nos actions doivent être flexibles dans le temps, réactives à l'évolution de la crise, combatives pour promouvoir nos valeurs, vigilantes pour que les mesures d'exceptions ne deviennent pas des normes.

Sur la Route de la soie en Ouzbékistan

A.S.I.E fête ses 10 ans, et après l'Inde et la Chine où elle mène de nombreux projets solidaires, culturels, environnementaux, d'éducation et d'échanges de jeunes, elle travaille depuis 2018 vers une nouvelle destination en Asie centrale, l'Ouzbékistan. Le choix de cette ouverture est dicté par la situation toute particulière de ce pays qui est peu connu en France, si ce n'est par sa destination touristique dans les lieux prestigieux de Samarkand et Boukhara, étapes illustres de la Route de la soie.

La surface de l'Ouzbékistan est 80% celle de la France pour 34 millions d'habitants dont la jeunesse de moins de 18 ans représente 33% de la population et les plus de 60 ans seulement 8% ! Depuis 2016, ouvert sur l'Europe, ce pays fait preuve d'un dynamisme sans commune mesure avec celui de notre vieille Europe. Face à une politique affichée par les dirigeants ouzbeks de favoriser son intégration et de peser de tout son poids dans les grandes instances mondiales, ils ont transformé leur organisation politique en faveur des jeunes pour promouvoir l'éducation, l'enseignement supérieur, l'égalité entre les sexes, l'entrepreneuriat, l'innovation.

A.S.I.E dont les objectifs sont de permettre des échanges entre les pays d'Asie et la Région Centre-Val de Loire, est séduite par ces initiatives comme la création d'une « Agence pour la jeunesse », véritable organe opérationnel dans le pays et pour faciliter les liens avec l'Europe et la France en particulier.

Nous avons participé à la 46ème session de Droits Humains organisée par l'ONU, à la conférence mon-

diale des Droits de l'Enfant, et nous sommes intervenus à la conférence nationale ouzbek de l'enseignement du français (FLE) et à la conférence nationale de la jeunesse ouzbek.

5 jeunes français sur le terrain

Depuis fin février et jusqu'à fin juillet, nous avons des étudiants en stage en Ouzbékistan. Ainsi, une artiste berruyère s'est installée 2 mois dans les deux plus importantes écoles d'art céramique et a été au centre de rencontres officielles et d'émissions télévisées puisque ce stage est une première en Ouzbékistan.

Nous avons également 3 étudiants de l'École d'ingénieurs Énergie, Eau et Environnement de Grenoble, à Nukus dans le désert de la Mer d'Aral, où, durant 4 mois, ils développent deux projets environnementaux avec le laboratoire de recherche de l'Université de Nukus et le Centre international et d'innovation de la Mer d'Aral. Une chercheuse en histoire se rendra, pour 2 mois, à Tachkent pour travailler sur l'histoire de la Mer d'Aral, quasiment asséchée à cause de la culture intensive du coton et sur les conséquences sur la santé et le réchauffement climatique.

Depuis janvier 2021, nous avons une bénévole qui enseigne, à distance, le Français Langue Étrangère (FLE) à l'Université de Tachkent.

L'Ouzbékistan présent en Région Centre-Val de Loire

Grâce à l'accompagnement de Centraider, nous allons accueillir une jeune ouzbek en Service Civique International et sa mission sera de développer nos actions vers l'Ouzbékistan.

D'ici là, lors de notre « 3ème Festival d'Automne d'A.S.I.E », entre le 16 et le 26 septembre, plusieurs manifestations, sur les 23 proposées, seront orientées vers l'Ouzbékistan dont une exposition d'art contemporain

”

Tournée vers l'avenir, A.S.I.E est maintenant complètement adaptée à la situation actuelle [...]

d'œuvres venues de l'Institut d'art contemporain de Samarkand. Cette exposition sera présentée dans le cadre prestigieux du Palais Jacques Cœur à Bourges et sera présidée par Monsieur l'Ambassadeur d'Ouzbékistan en France en visite à Bourges durant 3 jours. L'artiste, Stella Polare (Khulkar Yunusova), animera des visites guidées pour les jeunes des écoles et des étudiants des écoles d'enseignement supérieur de Bourges. Elle nous offrira aussi une conférence publique.

Guzal Kambarova, notre correspondante à Tachkent, spécialiste des arts et traditions ouzbeks animera une rencontre avec les potiers du village des Archers dans le Cher et le grand public.

D'autres projets sont en cours et prendront vie sous forme d'échanges bilatéraux dès que les mesures sanitaires le permettront avec des échanges d'étudiants, des missions de 15 à 20 jeunes français dans les domaines artistiques, culturels et environnementaux.

Le monde d'après est déjà en route pour A.S.I.E...



Pour suivre nos actions rendez-vous sur nos réseaux sociaux et notre site : > asso-asie.org



TÉMOIGNAGE

Photo :
Vergnet Burkina

BURKINA FASO : UDUMA DÉLIVRE GRATUITEMENT UN COMPLÉMENT « HYGIÈNE » À SON SERVICE DE L'EAU POTABLE POUR PLUS DE 200 000 USAGERS

UDUMA située à Orléans, délivre un service d'eau potable le plus durable possible pour les villages africains. L'entreprise intervient en Afrique de l'Ouest au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali. C'est Vergnet Burkina qui s'occupe des opérations au Burkina Faso.

Cet article est paru à l'origine dans la Lettre de pS-Eau d'avril 2021 sous le titre « Burkina Faso: Opération Mains propres face à la COVID-19 »

Contenir la progression de la pandémie par l'arme la plus simple et la plus efficace, connue à cette heure, pour les zones rurales africaines : le lavage des mains avec du savon. Alors que très peu d'initiatives sont observées sur le terrain, au Burkina Faso, l'exploitant du service de l'eau potable UDUMA met en place des dispositifs de lavage des mains, équipés de savon, auprès de l'ensemble des points d'eau qu'il gère dans le pays, offre l'eau nécessaire pour se laver les mains, équipe son personnel de masques textiles et diffuse des spots de sensibilisation sur les radios

communautaires. Cette opération vise à protéger plus de 200 000 personnes.

COVID-19 : les mesures prises par le gouvernement burkinabè

Comme l'ensemble des pays du monde, le Burkina Faso a combattu l'extension de la pandémie en prenant des mesures préventives fortes à l'échelle nationale : arrêt des transports en commun à l'intérieur des villes et de ville à ville, interdiction aux populations de quitter les plus grandes villes, proscription des grands rassemblements, fermeture des marchés, recommandation du télétravail, diffusion de messages de sensibilisation aux gestes de prévention ; à l'échelle locale, couvre-feu instauré dans de nombreuses localités.

Un confinement strict de la population, à l'image des mesures prises dans la grande majorité des pays du monde, n'a jamais été à l'ordre du jour. Dans un pays comme le Burkina Faso, où l'économie informelle joue un rôle primordial dans la vie quotidienne, voire la survie, d'une grande partie de la population, une telle décision aurait été bien pire que les conséquences de la pandémie.

A ces efforts d'un des pays les plus pauvres et les moins développés du monde (PIB : 658 euros par habitant en 2018 [BANQUE MONDIALE], 180ème rang sur 195 pays dans le monde [BANQUE MONDIALE, 2017] et IDH le plaçant à la 183ème place sur 187 pays dans le monde [PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT, 2013]) s'ajoute la lutte contre le terrorisme, qui impacte très fortement l'économie du pourtour sahélien du pays, les frontières avec le Mali et le Niger en particulier.

En matière d'accès à l'eau, le Burkina Faso a pris des décisions inédites permettant à la tranche de la population la plus pauvre dans les zones urbaines de s'approvisionner en eau afin de garantir l'hygiène élémentaire nécessaire à une prévention efficace contre l'infection par la COVID-19, voire d'autres maladies infectieuses virales ou bactériennes. Ainsi dans les grandes villes, où la distribution de l'eau potable est assurée par l'OFFICE NATIONAL DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (ONEA), l'eau est devenue gratuite pour la 1ère tranche de facturation, dite tranche sociale.

Le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement a également envisagé d'étendre cette mesure aux villes secondaires dont les réseaux d'approvisionnement en eau potable (AEP) sont soit gérés en régie communale, soit délégués à des opérateurs privés dans le cadre de contrats d'exploitation de type affermage.

Ces réseaux AEP ont la particularité, pour la plupart d'entre eux, de proposer un accès à l'eau par l'intermédiaire de bornes fontaines collectives et non via des branchements privés dans les concessions. Ce mode de distribution a pour conséquence de concentrer les populations autour des bornes fontaines durant la journée. Or, cette concentration est contraire aux bonnes pratiques en matière de distanciation sociale.

UDUMA : Plus de 200 000 usagers pour un service durable de l'eau potable dans les zones rurales du Burkina Faso

UDUMA administre aujourd'hui 47 réseaux d'adduction en eau potable au Burkina Faso, soit 259 bornes fontaines. Pour cela, l'opérateur a signé des contrats de Délégation de Service Public (DSP) avec 35 communes. Chacun de ces contrats d'affermage engage

”

Dans un pays comme le Burkina Faso, où l'économie informelle joue un rôle primordial dans la vie quotidienne, voire la survie, d'une grande partie de la population, une telle décision aurait été bien pire que les conséquences de la pandémie.

UDUMA à (1) assurer la continuité du service de distribution de l'eau potable aux populations et (2) financer la maintenance et le renouvellement des équipements, pendant 10 ans, par la vente de l'eau au bidon, au fût ou au seau à un tarif préalablement négocié avec les maires et validé en conseil municipal.

Un réseau de 400 collaborateurs impliqués et compétents

Dans les faits, les communes remettent à l'exploitant un réseau remis aux normes avant toute exploitation : les canalisations et les points de distribution d'eau sont inspectés, la station de pompage, le réservoir d'eau ainsi que la qualité de l'eau sont contrôlés. Les eaux sont prélevées de la nappe souterraine au moyen de groupes électrogènes, de centrales solaires, de systèmes hybrides solaires ou de raccordements au réseau électrique national SONABEL. Avant de distribuer l'eau potable aux villageois, il est bien sûr nécessaire de mettre en place le matériel et les processus permettant un suivi précis et objectif



”

[...] les collaborateurs suivent régulièrement des séances de formations et sensibilisations collectives.

des quantités d'eau tirées à chacun des points de distribution d'eau. UDUMA a donc mis en place des compteurs sur l'ensemble des points de production et de distribution (forage, bornes fontaines communautaires et branchements privés) aujourd'hui en gestion.

La distribution d'eau est avant tout une activité de services. De fait, elle est intense en capital humain. UDUMA s'appuie sur un réseau de 400 collaborateurs pour assurer l'administration de ces 47 centres ruraux : chef(fe)s de centres, caissier(ère)s, gardiens et fontainier(ère)s. Des services de qualité exigent des collaborateurs impliqués et compétents. Les rémunérations de chacun d'entre eux sont ainsi corrélées aux volumes d'eau consommés aux bornes fontaines et points d'eau sur lesquels ils interviennent. Et, les collaborateurs suivent régulièrement des séances de formations et sensibilisations collectives.

Une solution innovante pour une gestion professionnelle des pompes manuelles

UDUMA applique aussi son modèle de gestion, dans un cadre totalement innovant, sur des pompes à motricité humaine. L'opérateur gère en effet le service de l'eau potable sur des pompes manuelles depuis 2017 à Dassa, Kyon (région Centre-Ouest) et Niankorodougou (région des

Cascades). Cette régie s'inscrit dans un Projet Recherche Action « E-POMPE » initié avec l'UNICEF au Burkina Faso. Ce démonstrateur a permis de développer une solution de gestion adaptée aux pompes manuelles. Cette solution est d'ailleurs en cours de déploiement sur 1 400 pompes manuelles (560 000 usagers) installées dans des zones rurales de la région de Bougouni, au Mali.

Notons que le service de gestion de UDUMA a été récompensé du Prix P4G Partnerships State-Of-The-Art Partnership 2020 dans la catégorie « Projet Prometteur – ODD6 (Eau & Assainissement), du Trophée du « Business Model le plus innovant » 2019 de l'Observatoire du Développement international (Bearing Point, HEC Paris, La Tribune Afrique, CIAN, etc.), du Prix Coup de Cœur du Mali du Prix Orange de l'entrepreneur social 2018, de 2 Trophées de l'Eau et de l'Assainissement (catégories « recherche et innovation » et « valorisation des ressources en eau ») dans le cadre de la 3e édition du Forum national de l'eau et de l'assainissement (Partenariat National de l'eau du Burkina Faso, PNE-BF), du Prix Coup de Cœur du Jury du Prix Etienne Marcel de l'Entreprenariat responsable 2018, et du Prix International des Trophées de l'Entreprise du Loiret 2018.

L'opération « Mains propres face à la COVID-19 »

En quelques points :

- UDUMA assure un niveau de protection maximal à ses usagers et à ses équipes, et participe à la lutte contre la pandémie, par la mise en place de DLM équipés d'eau propre et de savon auprès de ses points d'eau, la distribution de masques textiles à l'ensemble de ses collaborateurs et la diffusion de spots radio de sensibilisation,
- UDUMA remet un DLM à chacune de ses communes partenaires, pour des usages hors points d'eau,
- Cette opération d'UDUMA n'a aucun impact sur le prix du service de l'eau,
- Cette opération d'UDUMA est 100% « Made in Burkina » : DLM, masques et savon (soutien à l'économie locale).

Dès mars 2020, pour faire face à l'absence de mesures rapides et opérationnelles pour les populations rurales et au retrait physique des organisations non gouvernementales sur le terrain, UDUMA décide de mobiliser son réseau de collaborateurs locaux (gestionnaires, chef(fe)s d'exploitation, chef(fe)s de centres, caissier(ère)s et fontainier(ère)s) dans les villages pour lancer son opération « Mains propres face à la COVID-19 ».

Soucieuse de participer à la lutte contre la pandémie et inquiète de l'évolution de la contamination des populations autour des points d'eau, UDUMA met en place des actions simples afin que les points collectifs de distribution de l'eau potable ne deviennent des lieux privilégiés de contamination des usagers par la COVID-19 :

Déploiement d'un dispositif de lavage des mains (DLM) avec eau potable et savon à proximité des bornes fontaines (accès gratuit pour l'ensemble des usagers),

Diffusion de masques en tissus pour les collaborateurs : fontainier(ère)s, les chef(fe)s de centre, les caissier(ère)s et l'ensemble du personnel,

Diffusion de spots via les radios communautaires, en langues locales, pour expliquer aux populations rurales les nouvelles règles d'approvisionnement en eau potable aux bornes fontaines collectives qui prennent en compte les consignes de protection : distanciation sociale et lavage des mains, notamment.

Des choix et un suivi raisonnés

UDUMA opte délibérément pour des solutions 100% Made in Burkina afin de soutenir l'économie nationale dans ces moments difficiles : les DLM, les masques et le savon sont conçus et fabriqués au Burkina Faso. Autant que possible, le savon est acheté auprès du boutiquier le plus proche, dans le village.

Les mairies qui ont délégué le service de la distribution de l'eau potable à UDUMA sont parties prenantes de l'opération. Elles garantissent la bonne livraison des équipements sur les points d'eau et se voient attribuer un DLM, remis par la société UDUMA, pour l'usage de leur personnel et visiteurs.

UN PEU D'HISTOIRE

UDUMA s'est, pour la première fois, positionnée en tant qu'exploitante d'ouvrages hydrauliques dans le cadre du Programme d'Application de la Réforme (PAR) du Burkina Faso, en 2009. Financé par l'Agence Française de Développement (AFD), le programme PAR vise à améliorer la professionnalisation de la gestion de plusieurs centres hydrauliques ruraux, en la confiant à des opérateurs privés avec mutualisation des coûts et des risques liés à la maintenance des ouvrages.

Dans le cadre de ce programme, UDUMA signe un contrat, sur le modèle BOT (Build- Operate-Transfer), conjuguant la construction des infrastructures (Adductions d'Eau Potable, AEP) avec l'Etat Burkinabè et des contrats d'affermage avec 7 communes. UDUMA s'y engage sur un tarif du service stable (500 FCFA/m³) et sur la continuité de fonctionnement des 72 points d'eau pris en gestion. Grâce au programme PAR, plus de 44 000 villageois bénéficient d'un service continu de l'eau potable depuis 11 ans.

Le succès de ce programme rassure les autorités burkinabè quant à la faisabilité de ce modèle de gestion de leurs réseaux AEP. Fort de cette expérience, l'Etat burkinabè lance désormais des appels d'offres de marchés publics suivant le modèle du programme PAR.

EN QUELQUES CHIFFRES :

- Plus de 200 000 personnes bénéficiaires,
- 341 DLM : 259 auprès de bornes fontaines, 47 mis en place sur les sites AEP et 35 remis aux communes,
- 2 500 masques pour les chef(fe)s de centres, fontainier(ère)s, caissier(ère)s et gardiens,
- Budget de 32,75 millions de FCFA (49,8 k€) sur les 6 premiers mois :
 - Approvisionnement en savon,
 - Achat et acheminement des DLM,
 - Montage et diffusion des spots de sensibilisation,
 - Alimentation en eau potable des DLM,
 - Fourniture de masques textiles pour l'ensemble du personnel.

DU NOUVEAU DANS L'ÉQUIPE !

Le Conseil d'Administration et l'équipe salariée sont heureux d'annoncer l'arrivée de Maxime Guizouarn et de Simon Badji. Maxime Guizouarn est basé à Joué-lès-Tours. Disposant d'une solide expérience auprès des réseaux régionaux multi-acteurs, il est aujourd'hui en charge du développement des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et de l'animation des deux campagnes citoyennes coordonnées au niveau régional par Centraider : le Festival des Solidarités et Alimenterre.



Anthony Sigonneau



Maxime Guizouarn



Simon Badji

Ses contacts :

maxime.guizouarn@centraider.org
Tel. 02 47 34 99 47 / 06 81 99 61 52

Nous remercions chaleureusement Anthonny Sigonneau qui durant 6 ans a accompagné les acteurs du territoire et a contribué à développer l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale en région. Nous lui souhaitons nos plus sincères encouragements dans ses nouveaux projets.

Simon Badji rejoint l'équipe de Centraider pour un stage de six mois en vue de réaliser des analyses géomatiques, cartographiques et sociales sous la supervision de Guillaume Guetreau dans le cadre du projet RECITAL. Actuellement en Master 2 « Géomatique, Limnologie, environnement territoire » de l'Université d'Orléans, Simon Badji est basé au bureau d'Orléans.



Céline Leroux

Directrice

Représentation, développement de partenariat et de projets, relations institutionnelles

Coopération décentralisée
Acteurs économiques et Responsabilité sociale des organisations

Orléans

direction@centraider.org
06 31 39 59 22



Charlotte Bourillon

Chargée de mission

Mobilité internationale
Formation des acteurs

Jeunesse, sport et tourisme solidaire
Europe
Engagement à l'international

Orléans

charlotte.bourillon@centraider.org
06 82 84 85 80



Guillaume Guetreau

Chargé de communication

Communication et réseaux sociaux
Observatoire

Orléans

guillaume.guetreau@centraider.org
07 68 20 42 67



Elsa Tisné-Versailles

Chargée de mission

Accompagnement des acteurs et animation de réseau (dept 37, 41, 28)

Accès aux services essentiels (eau & assainissement, déchets, énergie) et environnement
Dispositifs 1%

Joué-lès-Tours

elsa.tisne-versailles@centraider.org
06 42 59 76 32



Maxime Guizouarn

Chargé de mission

Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale

Campagnes citoyennes :
FESTISOL, Alimenterre
Animation de territoire ECSI

Joué-lès-Tours

maxime.guizouarn@centraider.org



Sophie Laly

Responsable administrative et financière

Gestion administrative et financière
Identification des acteurs
Relations au CA & membres

Vendôme

sophie.laly@centraider.org
02 54 80 23 09



Aratim Kpartiou-Tchasse

Chargé de mission

Accompagnement des acteurs et animation de réseau (dept 45, 18, 36)

Appel à projets & coordination RECITAL
Relations avec les Organisations de Solidarité Internationale issues l'immigration
Agriculture & développement durable

Bourges

aratim.kpartiou-tchasse@centraider.org
06 31 38 93 75



CENTRAIDER Siège

140 Faubourg Chartrain
41 100 Vendôme
tél.: 02 54 80 23 09

CENTRAIDER Antenne d'Orléans

3 rue de la Chôlerie
45000 Orléans
tél.: 02 38 15 66 59

www.centraider.org



CENTRAIDER Antenne de Joué-lès-Tours

10 avenue de la République
37300 Joué-lès-Tours
tél.: 02 47 34 99 47

CENTRAIDER Antenne de Bourges

3 rue du Moulon
18000 Bourges
tél.: 02 54 80 23 09



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CENTRAIDER

18 BÉNÉVOLES MOBILISÉS POUR LE RÉSEAU



Renaud Mettre

Président
Collège associations.



Tony Ben Lahoucine

Président d'honneur
Collège réseaux départementaux.



Bertrand Sajaloli

Vice-président
Collège institutions régionales.



Issouf Eli Moussami

Vice-président
Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'Immigration (OSIM).



Denis Rasle

Secrétaire
Collège comités de jumelages.



Marie-Claude Bolzon

Trésorière
Collège réseaux départementaux.



Jean-Claude Lézier

Collège associations.



Joël Dine

Collège associations.



Sylvie Gosseume

Collège associations.



Jean-Luc Guéry

Collège associations.



Jean-François Fillaut

Collège acteurs économiques.



Mamadou Diarra

Conseiller municipal de Saint-Jean-de-la-Ruelle;
Collège collectivités locales et leur regroupement.



Théodore Toulougoussou

Collège OSIM.



Laurence Bellais

Collège collectivités locales



Nezha El Massoudi

Collège institutions régionales



Bruno Demeurant

Collège associations.



Guy Chevreau

Collège associations.



Sandrine Daveau

Collège réseaux départementaux



LES RRMA EN ACTION

DÉCOUVREZ LES RÉSEAUX RÉGIONAUX
MULTI-ACTEURS DE LA COOPÉRATION ET DE LA
SOLIDARITÉ INTERNATIONALES



**Nous retrouver
comme si nous
ne nous étions
jamais quittés.**

Centraider reste à vos côtés
pendant la crise sanitaire.



www.centraider.org

